

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT/EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Royaume de Belgique



Koninkrijk België

65297/47

Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses Etats Membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo le 17 juillet 2018.

Ontwerp van wet houdende instemming met de strategische partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, gedaan te Tokio op 17 juli 2018.

PHILIPPE,

ROI DES BELGES,



FILIP,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et européennes,

Op voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes est chargé de présenter, en Notre Nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze Naam bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT/EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

ART. 2

L'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses Etats Membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo le 17 juillet 2018, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,
et européennes,

ART. 2

De strategische partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, gedaan te Tokio op 17 juli 2018, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken
en Europese Zaken,



Didier REYNDERS

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

ROYAUME DE BELGIQUE

AVANT-PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE PARTENARIAT STRATEGIQUE ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LE JAPON, D'AUTRE PART, FAIT A TOKYO, LE 17 JUILLET 2018.

Exposé des Motifs

Projet de loi portant ratification de l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo le 17 juillet 2018.

1. Introduction

L'accord-cadre bilatéral, le tout premier du genre entre l'Union européenne et le Japon, offre une base juridique aux relations bilatérales ainsi qu'au partenariat stratégique lancé en 2001 entre les deux Parties.

2. Évolution et genèse de l'accord

Après qu'un accord de libre-échange et un accord-cadre aient été conclus entre l'UE et la Corée du Sud¹, le Japon a insisté pour conclure un accord de libre-échange avec l'UE. L'UE considérait toutefois que les deux accords devaient faire l'objet de négociations. Après un long exercice visant à définir le champ d'application (« scoping exercise »), le Conseil (Conseil Affaires étrangères, formation Commerce extérieur) a autorisé l'ouverture de négociations sur les deux accords durant sa session du 29.11.2012.

Malgré l'annulation, en raison de la crise à Chypre, du 21^e sommet UE-Japon prévu le 25.03.2013, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy, le président de la Commission José Barroso et le premier ministre japonais Shinzo Abe ont lancé officiellement les négociations ce jour-là, au cours d'une conférence téléphonique. La première session de négociations, qui s'est tenue à Tokyo le 22.04.2013 et était destinée à une « prise de connaissance », a clairement révélé un niveau d'ambition différent entre les deux Parties. Les négociations se sont poursuivies durant une deuxième session, qui s'est déroulée du 3 au 5 juillet 2013 à Bruxelles. À ce moment-là, le Japon a consenti à négocier sur la base d'un projet d'accord UE. Les sessions se sont succédé à Tokyo (9-11.10.2013), Bruxelles (22-24.01.2014), Tokyo (23-25.06.2014), Tokyo (05-06.11.2014), Bruxelles (17-19.03.2015), Tokyo (23.04.2015), Bruxelles (08-09.07.2015), Tokyo (14-15.10.2015), Bruxelles (17.03.2016), Tokyo (15-16.12.2016) et Bruxelles (treizième et dernière session, 08.06.2017). Durant le sommet UE-Japon du 06.07.2017, le texte a fait l'objet d'un accord politique de principe. Les derniers points en souffrance ont été clarifiés en avril 2018.

¹ L'accord de libre-échange entre l'UE et la Corée du Sud a été signé le 06.10.2010 et est entré en vigueur le 13.12.2015. L'accord-cadre entre l'UE et la Corée du Sud a été signé le 10.05.2010 et a pris effet le 01.06.2014.

3. Contenu de l'accord

Cet accord renforce considérablement le partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Japon, par la promotion de la coopération politique et sectorielle et des actions conjointes sur des sujets présentant un intérêt mutuel, y compris les défis régionaux et mondiaux. L'accord soutient la promotion des valeurs et principes communs, en particulier la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il offre en outre une plateforme de coopération plus étroite et de dialogue sur un large spectre de domaines stratégiques, tels que le changement climatique, la recherche et le développement, les affaires maritimes, l'éducation, la culture, la migration, la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité. L'accord réaffirme l'engagement des Parties à garantir la paix et la sécurité internationales par la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et des mesures destinées à combattre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Conformément à l'approche commune de l'UE sur l'utilisation des clauses politiques, l'accord peut être suspendu ou dénoncé en cas de violation particulièrement grave et substantielle de ses éléments essentiels, et d'autres mesures appropriées ayant des répercussions sur des accords futurs peuvent être prises en conformité avec les droits et obligations des Parties à ces accords.

L'accord instaure enfin un comité mixte chargé de coordonner le partenariat global reposant sur cet accord.

4. Commentaire article par article

L'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, compte 51 articles.

Même si aucune subdivision en titres n'est prévue, les articles de l'accord sont articulés autour de 4 grands blocs, à savoir (a) la dimension politique et sécuritaire du partenariat, (b) la coopération sectorielle, (c) la création du comité mixte et (d) la mise en œuvre de l'accord.

4.1. Dimension politique et sécuritaire

Une **première série d'articles** porte sur la **dimension politique et sécuritaire globale** du partenariat.

L'article 1^{er} est consacré au champ d'application et aux principes généraux de l'accord. Celui-ci a pour objet de renforcer le partenariat global entre les Parties, de fournir un fondement juridique durable en vue du renforcement de la coopération bilatérale ainsi que de la coopération au sein des organisations et enceintes internationales et régionales, de contribuer conjointement à la paix et à la stabilité internationales ainsi qu'à la promotion de valeurs et principes communs. La démarche se fonde sur les principes du respect mutuel, d'un partenariat d'égal à égal et du respect du droit international. Le partenariat est renforcé à travers le dialogue et la coopération.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Les Parties continuent à défendre les valeurs et les principes communs de démocratie, d'État de droit, ainsi que les droits de l'homme et les libertés fondamentales (**article 2**) et veillent à promouvoir conjointement le règlement pacifique des différends (**article 3**). **L'article 4** organise les échanges de vues et la coopération dans le domaine de la gestion de crise.

L'article 5 traite de la coopération en vue du renforcement du régime de non-prolifération et de désarmement en matière d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

La coopération et la coordination en matière de contrôle des transferts d'armes conventionnelles et des biens et technologies à double usage sont abordées dans **l'article 6**. Celui-ci traite également la coopération dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Les Parties coopèrent en vue de promouvoir les enquêtes et les poursuites liées à des crimes graves de portée internationale (**article 7**). Dans ce cadre, elles coopèrent en vue de promouvoir les objectifs du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. **L'article 8** prévoit que les Parties œuvrent ensemble au niveau bilatéral, régional et international en vue de combattre les actes de terrorisme. **L'article 9** est consacré à l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires tandis que **l'article 10** se penche sur la coopération internationale et régionale et la réforme des Nations Unies.

4.2. Coopération sectorielle

La **deuxième série d'articles** détaille un large éventail d'actions de **coopération sectorielle** dans les domaines les plus divers.

Cette coopération porte avant tout sur la politique de développement (**article 11**), la gestion des catastrophes et l'action humanitaire (**article 12**).

L'accord organise également la coopération dans le vaste domaine de la politique économique et financière (**article 13**) et apporte une attention particulière à la science, la technologie et l'innovation (**article 14**)², aux transports (**article 15**), à l'espace extra-atmosphérique (**article 16**), à la coopération industrielle (**article 17**), aux douanes (**article 18**)³ et à la fiscalité (**article 19**).

L'accord fournit par ailleurs un fondement juridique à la coopération dans les domaines du tourisme (**article 20**), de la société de l'information (**article 21**), de la politique des consommateurs (**article 22**), de l'environnement (**article 23**), du changement climatique (**article 24**) et de la politique urbaine (**article 25**).

D'autres domaines de coopération concernent l'énergie (**article 26**), l'agriculture (**article 27**), la pêche (**article 28**) et les affaires maritimes (**article 29**).

² Entre la Communauté européenne et le Japon existe un accord spécifique dans le domaine de la coopération scientifique et technologique, signé le 30.11.2009 et entré en vigueur le 29.03.2011.

³ Entre la Communauté européenne et le Japon existe un Accord en matière de coopération et d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, signé le 30.01.2008 et entré en vigueur le 01.02.2008.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

L'article 30 et **l'article 31** précisent les contours de la coopération respectivement sur le plan de l'emploi et des affaires sociales, et de la santé.

L'accord se penche en outre sur la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Les Parties renforceront la coopération judiciaire (**article 32**)⁴ ainsi que la coopération en vue de combattre la corruption et le crime organisé (**article 33**), le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (**article 34**) et de lutter contre les drogues illicites (**article 35**). La coopération dans ce domaine concerne aussi les questions liées au cyberspace (**article 36**), les données à caractère personnel des passagers (**article 37**), la migration (y compris la réadmission) (**article 38**) et la protection des données à caractère personnel (**article 39**).

Le dernier volet de la coopération sectorielle concerne, d'une part, l'éducation, la jeunesse et les sports (**article 40**) et, d'autre part, la culture (**article 41**).

4.3. Comité mixte

En vue de coordonner le partenariat global reposant sur cet accord, un comité mixte composé de représentants des deux Parties est institué (**article 42**).

4.4. Dispositions finales

Le quatrième volet réunit les articles relatifs au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'accord. **L'article 43** aborde le règlement des différends. Une disposition est également consacrée à la possibilité de suspension de l'accord en cas de violation grave et substantielle des obligations sur le plan des droits de l'homme et de la non-prolifération des armes de destruction massive qui constituent chacun un élément essentiel du fondement de la coopération en vertu de cet accord. La coopération et les actions au titre de l'accord sont mises en œuvre conformément aux lois et règlements respectifs des Parties (**article 44**). Les Parties à cet accord sont l'Union ou ses États membres, ou l'Union et ses États membres et le Japon (**article 45**). En outre, aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée comme exigeant de l'une des Parties qu'elle fournisse des informations dont elle considère la divulgation contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité (**article 46**). **L'article 47** régit l'application dans l'attente de l'entrée en vigueur (voir point 5). L'accord est conclu pour une durée indéterminée mais peut être dénoncé par l'une des Parties conformément à la procédure ad hoc (**article 48**). **L'article 49** traite de la question des futures adhésions à l'Union européenne. L'accord s'applique par ailleurs, d'une part, aux territoires où le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sont applicables dans les conditions prévues par lesdits traités et, d'autre part, au territoire du Japon (**article 50**). **L'article 51** fixe les textes faisant foi.

5. Application provisoire de l'accord

⁴ Entre la Communauté européenne et le Japon existe un accord spécifique sur l'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Bruxelles le 30.11.2009 et à Tokyo le 15.12.2009 et en vigueur depuis le 02.01.2011.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Dans l'attente de l'achèvement des procédures requises pour la mise en œuvre de l'accord conformément à son article 47, et dans le respect des modalités de notification qu'il prévoit, les dispositions suivantes de l'accord entre l'Union et le Japon sont à appliquer à titre provisoire :

- a) les articles 11, 12, 14, 16, 18, 20, 25, 28, 40 et 41 ;
- b) les articles 13, 15 (à l'exception de l'alinéa 2, b)), 17, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, et 37, l'article 38, alinéa 1^{er}, et l'article 39 pour autant qu'ils portent sur des matières pour lesquelles l'Union a déjà exercé sa compétence interne ;
- c) les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, alinéa 1^{er}, pour autant qu'ils portent sur des matières qui relèvent de la compétence de l'Union en ce qui concerne la définition et la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune ;
- d) l'article 42 (à l'exception de l'alinéa 2, c)), les articles 43, 47, l'article 48, alinéa 3, et les articles 49, 50 et 51 pour autant que ces dispositions se limitent à garantir l'application provisoire de l'accord.

6. Points d'attention belges

6.1. Contexte

Les négociations se sont basées sur un projet d'accord élaboré par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, contenant tous les éléments clés de ce type d'accord.

Durant les négociations, la **Belgique** a tout spécialement veillé à ce que les dispositions jugées essentielles pour l'UE soient garanties et a particulièrement mis l'accent, comme dans le cadre de la négociation d'accords similaires, sur les clauses politiques relatives à la non-prolifération des armes de destruction massive et la coopération dans le domaine des droits de l'homme.

6.2. Déclaration unilatérale de la Belgique

Contrairement à l'approche retenue par le Japon en matière de clauses essentielles, **la Belgique** a soutenu que ces éléments devaient être repris dans l'accord. En effet, le Conseil de l'Union européenne a décidé que dans chaque accord-cadre conclu par l'UE avec un pays tiers ou un groupe de pays doivent figurer les articles relatifs à ces matières. Ce faisant, la Belgique souhaitait adopter une approche horizontale claire et veiller à ne pas créer de précédent en n'y faisant pas figurer ces éléments. Il importait en effet que les clauses énumérées dans les accords précédents (par exemple dans l'accord-cadre UE-Corée du Sud) soient également retenues dans le cas du Japon. Ce choix revêtait également de l'importance pour d'autres négociations en cours, par exemple avec le Canada, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie.

Dans l'accord entre l'UE et le Japon, les articles 2(1) (droits de l'homme) et 5(1) (armes de destruction massives) ne contiennent toutefois pas la mention explicite « élément essentiel de l'accord » mais l'article 43 (4) relatif au règlement des différends stipule bel et bien que les deux matières « constituent

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

un élément essentiel du fondement de la coopération en vertu de l'accord ». La Belgique et la France ont interrogé à ce sujet les négociateurs de l'UE, lesquels leur ont donné l'assurance, se référant aux dispositions ad hoc de la Convention de Vienne sur le droit des traités, que la formulation permet d'atteindre un résultat identique sur le fond.

Il est néanmoins apparu préférable à la Belgique qu'à l'avenir, sur la base de la pratique établie (cf. la décision 7255/95 du 24.05.1995 du Conseil relative à la clause relative aux droits de l'homme et la décision 14997/03 du 17.01.2003 du Conseil relative aux armes de destruction massive), la mention soit maintenue de manière explicite dans les accords-cadres. La Belgique a dès lors, comme confirmé lors de la concertation DGE du 09.05.2018, à l'occasion de la conclusion de cet accord-cadre avec le Japon, déposé une déclaration unilatérale en ce sens. Cette déclaration n'est pas dirigée contre le Japon mais se veut un message aux institutions de l'UE.

6.3. Coordination interne belge

Au niveau interne belge, le projet d'accord a fait l'objet de la **consultation habituelle de toutes les parties prenantes** par la direction générale Coordination et Affaires européennes, que cela soit lors de réunions formelles (06.09.2012 et 09.05.2018) ou par procédure écrite (29.03.2013, 13.02.2015, 11.06.2015, 04.11.2015, 24.02.2016, 20.06.2016, 25.11.2016 et 24.01.2017).

7. Nature de l'accord au niveau interne belge

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des Communautés et des Régions, comme cela a été décidé par le Groupe de travail Traités mixtes durant sa réunion du 02.05.2018.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Sous la signature du ministre des Affaires étrangères de Belgique figure dès lors, avec l'accord des Communautés et des Régions, une formule indiquant que ladite signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DRM', with a stylized flourish at the end.

Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

KONINKRIJK BELGIË

VOORONTWERP VAN WET HOUDENDE INSTEMMING MET DE STRATEGISCHE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD, EN JAPAN, ANDERZIJD, GEDAAN TE TOKIO OP 17 JULI 2018.

Memorie van Toelichting

Wetsontwerp ter bekrachtiging van de Strategische Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, gedaan te Tokio op 17.07.2018.

1. Inleiding.

De Overeenkomst is de eerste bilaterale kaderovereenkomst ooit afgesloten tussen de Europese Unie en Japan en biedt een wettelijke basis aan voor de bilaterale relaties en het in 2001 tussen de beide partijen ingestelde Strategisch Partnerschap.

2. Evolutie en ontstaan van de overeenkomst.

Na de afsluiting van een Vrijhandels- en een Kaderovereenkomst tussen de EU en Zuid-Korea¹, werd van Japanse zijde aangedrongen om eveneens te komen tot een EU-Japan Vrijhandelsovereenkomst. Van EU-zijde werd evenwel gesteld dat de beide akkoorden ter tafel dienden te komen. Na een lang durende "scoping exercise" keurde de Raad (Raad Buitenlandse Zaken, formatie Buitenlandse Handel) tijdens zijn zitting van 29.11.2012 de opening van de onderhandelingen over beide akkoorden goed.

Hoewel omwille van de crisis in Cyprus de 21^{ste} EU-Japan Top, voorzien op 25.03.2013, werd afgelast, gingen de Voorzitter van de Europese Raad, VAN ROMPUY, Commissievoorzitter BARROSO en de Japanse Premier ABE tijdens een telefoonconferentie die dag wel over tot de officiële lancering van de onderhandelingen. De eerste onderhandelingsronde ging te Tokio door op 22.04.2013. Het betrof een "kennismakingsronde" die echter het verschil in ambitieniveau tussen de beide partijen duidelijk maakte. De onderhandelingen werden verder gezet tijdens de 2^{de} ronde die op 03-05.07.2013 te Brussel doorging. Japan stemde er nu mee in om te onderhandelen op basis van een EU ontwerp van Overeenkomst. Volgende rondes vonden achtereenvolgens plaats te Tokio (3^{de}, 09-11.10.2013), Brussel (4^{de}, 22 tot 24.01.2014), Tokio (5^{de}, 23 tot 25.06.2014), Tokio (6^{de}, 05-06.11.2014), Brussel (7^{de}, 17 tot 19.03.2015), Tokio (8^{ste}, 23.04.2015), Brussel (9^{de}, 08-09.07.2015), Tokio (10^{de}, 14-15.10.2015), Brussel (11^{de}, 17.03.2016), Tokio (12^{de}, 15-16.12.2016) en Brussel (13^{de}, 08.06.2017). Tijdens de EU-Japan Top van 06.07.2017 werd een "princiep

¹ De Vrijhandelsovereenkomst tussen de EU en Zuid-Korea werd ondertekend op 06.10.2010 en trad op 13.12.2015 in werking. De Kaderovereenkomst tussen de EU en Zuid-Korea werd ondertekend op 10.05.2010 en werd op 01.06.2014 van kracht.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

politiek akkoord" bereikt over de tekst. De laatste uitstaande punten werden uitgeklaard in april 2018.

3. Inhoud van de Overeenkomst.

Deze Overeenkomst versterkt in belangrijke mate het Strategisch Partnerschap tussen de Europese Unie en Japan, door de bevordering van de politieke en sectorale samenwerking en van de gemeenschappelijke acties op domeinen van gemeenschappelijk belang, met inbegrip van regionale en globale uitdagingen. Met de Overeenkomst zal de bevordering van gemeenschappelijke waarden en principes, met name democratie, de rechtsstaat, mensenrechten en fundamentele vrijheden, ondersteund worden. Daarnaast biedt de Overeenkomst een platform aan voor nauwere samenwerking en dialoog op een breed spectrum van beleidsdomeinen, zoals klimaatverandering, onderzoek en ontwikkeling, maritieme zaken, onderwijs, cultuur, migratie, contra-terrorisme en de strijd tegen de georganiseerde misdaad en de cybercriminaliteit. De Overeenkomst herbevestigt de verbintenis van de Partijen om de internationale vrede en veiligheid te vrijwaren door de preventie van de proliferatie van massavernietigingswapens en het nemen van maatregelen teneinde de illegale handel in kleine en lichte wapens aan te pakken.

Overeenkomstig de gezamenlijke EU-aanpak inzake het gebruik van politieke clausules kan, in gevallen van zeer ernstige en zwaarwegende schending van de essentiële elementen van de Overeenkomst, de Overeenkomst worden geschorst of beëindigd.

De Overeenkomst stelt tenslotte een Gemengd Comité in met als doel het globale partnerschap dat op deze Overeenkomst is gebaseerd te coördineren.

4. Artikelsgewijze toelichting.

De Strategische Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, telt 51 artikelen.

Zonder dat evenwel in een onderverdeling in Titels wordt voorzien, vallen de artikelen van de Overeenkomst wel in 4 grote blokken onder te verdelen, namelijk (a) de politieke en veiligheidsdimensie van het Partnerschap, (b) de sectorale samenwerking, (c) de instelling van het Gemengd Comité en (d) de tenuitvoerlegging van de Overeenkomst.

4.1. Politieke en veiligheidsdimensie.

Een **eerste reeks artikelen** gaat in op de **brede politieke en veiligheidsdimensie** van het Partnerschap.

Artikel 1 gaat in op het toepassingsgebied en de algemene beginselen van de Overeenkomst. De Overeenkomst heeft tot doel de versterking van het algemene partnerschap tussen de partijen, het voorzien in een duurzame rechtsgrondslag voor het versterken van zowel de bilaterale samenwerking als de samenwerking in internationale en regionale organisaties en fora, het gezamenlijk bijdragen aan internationale vrede en stabiliteit en het gezamenlijk bijdragen aan de bevordering van gedeelde waarden en beginselen. Dit alles gebeurt op basis van

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

het beginsel van wederzijds respect, gelijkwaardig partnerschap en de eerbiediging van het internationaal recht. Het partnerschap wordt versterkt door middel van dialoog en samenwerking.

De partijen zullen zich blijven inzetten voor de gedeelde waarden en beginselen van democratie, de rechtsstaat, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden (**artikel 2**) en bevorderen gezamenlijk de vreedzame beslechting van geschillen (**artikel 3**). **Artikel 4** voorziet in de uitwisseling van standpunten en de samenwerking op het vlak van crisisbeheer.

Artikel 5 gaat in op de samenwerking bij de versterking van het regime inzake niet-verspreiding en ontwapening van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen.

De samenwerking en de coördinatie op het vlak van de controle op de overdracht van conventionele wapens en goederen en technologieën voor tweeeërlei gebruik wordt behandeld in **artikel 6**. Dit artikel behandelt eveneens de samenwerking op het vlak van de strijd tegen de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens.

De partijen zullen samenwerken bij de bevordering van het onderzoek en de vervolging van ernstige misdaden waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd (**artikel 7**). In dit verband zullen de partijen samenwerken bij de bevordering van de doelstellingen van het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof. **Artikel 8** voorziet in de samenwerking op het vlak van de terrorisme bestrijding en dit zowel op bilateraal, regionaal als internationaal niveau. **Artikel 9** behandelt de bestrijding van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's en **artikel 10** de internationale en regionale samenwerking en de hervorming van de Verenigde Naties.

4.2. Sectorale samenwerking.

De **tweede reeks artikelen** voorziet in een brede waaier van **sectorale samenwerking** en dit in de meest diverse domeinen.

Deze samenwerking betreft vooreerst het ontwikkelingsbeleid (**artikel 11**) en het rampenbeheer en het humanitair optreden (**artikel 12**).

Vervolgens voorziet de Overeenkomst ook in samenwerking op het brede domein van economisch en financieel beleid (**artikel 13**) waarbij specifieke aandacht uitgaat naar wetenschap, technologie en innovatie (**artikel 14**)², vervoer (**artikel 15**), ruimte (**artikel 16**), samenwerking op het gebied van industrie (**artikel 17**), douane (**artikel 18**)³, en belastingen (**artikel 19**).

De Overeenkomst legt verder ook een juridische grondslag voor de samenwerking op het vlak van toerisme (**artikel 20**), de informatiemaatschappij

² Tussen de Europese Gemeenschap en Japan bestaat een specifieke Overeenkomst betreffende samenwerking op het gebied van wetenschap en technologie. Deze Overeenkomst werd ondertekend op 30.11.2009 en trad in werking op 29.03.2011.

³ Tussen de Europese Gemeenschap en Japan bestaat een Overeenkomst inzake samenwerking en wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken, ondertekend op 30.01.2008 en in werking getreden op 01.02.2008.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

(**artikel 21**), het consumentenbeleid (**artikel 22**), het milieu (**artikel 23**), de klimaatverandering (**artikel 24**) en het stedelijk beleid (**artikel 25**).

Andere domeinen van samenwerking betreffen energie (**artikel 26**), landbouw (**artikel 27**), visserij (**artikel 28**) en maritieme aangelegenheden (**artikel 29**).

Artikel 30 en **artikel 31** behelzen de samenwerking op het vlak van werkgelegenheid en sociale zaken, respectievelijk de gezondheid.

De Overeenkomst schenkt eveneens aandacht aan de samenwerking op het vlak van justitie en binnenlandse zaken. De partijen zullen de justitiële samenwerking versterken (**artikel 32**)⁴ evenals de samenwerking op het vlak van de bestrijding van corruptie en georganiseerde misdaad (**artikel 33**), van witwassen en financiering van terrorisme (**artikel 34**) en van illegale drugs (**artikel 35**). Binnen dit domein wordt ook voorzien in samenwerking op het vlak van cybervraagstukken (**artikel 36**), de persoonsgegevens van passagiers (**artikel 37**), migratie (met inbegrip van overname) (**artikel 38**) en de bescherming van persoonsgegevens (**artikel 39**).

Een laatste onderdeel van de sectorale samenwerking betreft onderwijs, jeugd en sport, enerzijds (**artikel 40**) en cultuur, anderzijds (**artikel 41**).

4.3. Gemengd Comité.

Met het oog op de coördinatie van het algemene partnerschap dat op deze Overeenkomst is gebaseerd wordt een gemengd comité ingesteld dat bestaat uit vertegenwoordigers van beide partijen (**artikel 42**).

4.4. Slotbepalingen.

In een vierde luik komen de artikelen aan bod die de werking en tenuitvoerlegging van de Overeenkomst tot voorwerp hebben. **Artikel 43** gaat in op geschillen beslechting. Hieronder valt ook de mogelijke opschorting van de Overeenkomst in verband met ernstige en zwaarwegende schendingen van de verplichtingen op het vlak van de mensenrechten en de non-proliferatie van massavernietigingswapens die respectievelijk een essentieel onderdeel vormen van de grondslag van de samenwerking in het kader van deze Overeenkomst. De samenwerking en de acties in het kader van deze Overeenkomst wordt uitgevoerd overeenkomstig de respectieve wet- en regelgeving van de partijen (**artikel 44**). De partijen bij deze Overeenkomst zijn de Unie of haar Lidstaten dan wel de Unie en haar Lidstaten en Japan (**artikel 45**). Verder mag niets in de deze Overeenkomst zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij de openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen (**artikel 46**). **Artikel 47** regelt de voorlopige inwerkingtreding (zie onder punt 5). De Overeenkomst wordt afgesloten voor onbepaalde duur doch kan door één van de partijen beëindigd worden conform de daartoe voorziene procedure (**artikel 48**). **Artikel 49** behandelt de kwestie van de toekomstige toetredingen tot de Europese Unie. Deze Overeenkomst is

⁴ Tussen de Europese Unie en Japan bestaat een specifieke Overeenkomst inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, ondertekend te Brussel op 30.11.2009 en te Tokio op 15.12.2009 en in werking sinds 02.01.2011.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

verder van toepassing, enerzijds, op elk grondgebied waarop het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden, en anderzijds, op het grondgebied van Japan (**artikel 50**). **Artikel 51** regelt de authentieke teksten.

5. Voorlopige toepassing van de Overeenkomst

In afwachting van de voltooiing van de voor de inwerkingtreding ervan vereiste procedures, overeenkomstig artikel 47 van de Overeenkomst en met inachtneming van de kennisgevingen waarin de Overeenkomst voorziet, worden de volgende bepalingen van de Overeenkomst tussen de Unie en Japan voorlopig toegepast :

- a) de artikelen 11, 12, 14, 16, 18, 20, 25, 28, 40 en 41 ;
- b) de artikelen 13, 15 (met uitzondering van lid 2, onder b)), 17, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, en 37, artikel 38, lid 1, en artikel 39 voor zover zij aangelegenheden betreffen waarvoor de Unie haar interne bevoegdheid al heeft uitgeoefend ;
- c) de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, lid 1, voor zover zij aangelegenheden betreffen die vallen onder de bevoegdheid van de Unie voor het bepalen en uitvoeren van een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid ;
- d) artikel 42 (met uitzondering van lid 2, onder c)), de artikelen 43, 47, artikel 48, lid 3, en de artikelen 49, 50 en 51 voor zover deze bepalingen zich beperken tot het doel de voorlopige toepassing van de Overeenkomst te waarborgen.

6. Belgische aandachtspunten.

6.1. Algemeen.

Het uitgangspunt voor de onderhandelingen was een door de Europese Commissie en de Europese Dienst voor Externe Actie uitgewerkt ontwerp van Overeenkomst dat alle kernelementen bevatte van dergelijke akkoorden.

België heeft er tijdens de onderhandelingen vooral over gewaakt dat de voor de EU belangrijke sleutelbepalingen werden gevrijwaard. Zoals dit het geval is voor andere dergelijke akkoorden werd door **België** tijdens de periode van de onderhandelingen in het bijzonder de klemtoon gelegd op de politieke clausules betreffende non-proliferatie van massavernietigingswapens en de samenwerking inzake mensenrechten.

6.2. Belgische unilaterale verklaring.

Tegenover de Japanse positie met betrekking tot de essentiële clausules heeft **België** vastgehouden aan het feit dat deze elementen in de overeenkomst dienden te komen. Immers, de Raad van de Europese Unie heeft beslist dat elke EU-Kaderovereenkomst met een derde land of een groep van landen, artikelen omtrent deze materies dient te bevatten. **België** wenste hiermee een duidelijke horizontale benadering te volgen en er bijgevolg over te waken dat er geen

precedentswaarde werd gecreëerd door de elementen juist niet op te nemen. Het was immers van belang dat de clausules die in eerdere overeenkomsten werden opgesomd (bijvoorbeeld in de EU-Zuid-Korea Kaderovereenkomst) ook werden weerhouden in het geval van Japan. Dit was mede van belang voor andere onderhandelingen zoals met Canada, Nieuw-Zeeland of Australië.

In de Overeenkomst tussen de EU en Japan werd in de betrokken artikelen 2(1) (mensenrechten) en 5(1) (massavernietigingswapens) de expliciete vermelding "essentieel element van deze Overeenkomst" evenwel niet opgenomen doch in artikel 43 (4) inzake "geschillenbeslechting" wel gesteld dat de beide materies "een essentieel element van de basis van de samenwerking onder deze Overeenkomst" vormen. **België** en Frankrijk hebben hierover de EU-onderhandelars ondervraagd, die, verwijzend naar de desbetreffende bepalingen van de Conventie van Wenen inzake het Verdragsrecht, de verzekering hebben gegeven dat ten gronde het zelfde resultaat wordt bereikt.

Het leek **België** niettemin verkieselijk dat in de toekomst en op basis van de gangbare praktijk (cfr. het besluit van de Raad 7255/95 van 24.05.1995 inzake de mensenrechtenclausule en het besluit van de Raad 14997/03 van 17.01.2003 inzake de massavernietigingswapens), de expliciete vermelding in de Kaderovereenkomsten aangehouden zou worden. **België** heeft dan ook, zoals bevestigd op het DGE overleg van 09.05.2018, naar aanleiding van de afsluiting van deze Kaderovereenkomst met Japan een unilaterale verklaring afgelegd om dit te bepleiten. Deze verklaring is niet gericht tegen Japan doch is een boodschap aan de EU-instellingen.

6.3. Intern Belgisch coördinatie overleg.

Op intern Belgisch vlak heeft de ontwerpovereenkomst het voorwerp uitgemaakt van de gebruikelijke raadpleging van alle stakeholders door de Directie-Generaal Europese Zaken en Coördinatie, hetzij tijdens formele vergaderingen (06.09.2012 en 09.05.2018), hetzij via schriftelijke procedure (29.03.2013, 13.02.2015, 11.06.2015, 04.11.2015, 24.02.2016, 20.06.2016, 25.11.2016 en 24.01.2017).

7. Aard van de overeenkomst op het interne Belgische vlak.

Op het interne Belgische vlak vallen de bepalingen van de overeenkomst onder de bevoegdheid van de Federale Overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals dit werd bepaald door de Werkgroep Gemengde Verdragen tijdens zijn zitting van 02.05.2018.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Onder de handtekening van de Minister van Buitenlandse Zaken van België staat er bijgevolg, in overeenstemming met de Gemeenschappen en de Gewesten, een formule die zegt dat deze handtekening ook de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt.

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Reynders'.

Didier REYNDERS

ACCORD DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LE JAPON, D'AUTRE PART

L'UNION EUROPÉENNE, ci-après dénommée l'"Union",

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE, ET

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommées les "États membres",

ci-après dénommées la "partie Union",

d'une part,

et

LE JAPON,

d'autre part,

ci-après dénommés, conjointement, les "parties",

RÉAFFIRMANT leur engagement en faveur des valeurs et principes communs, en particulier la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, qui constituent la base de leur coopération approfondie et de longue date en tant que partenaires stratégiques;

RAPPELANT les liens toujours plus étroits forgés entre elles depuis la déclaration commune sur les relations entre la Communauté européenne et ses États membres et le Japon, en 1991;

DÉSIREUSES de s'appuyer, en la renforçant, sur la précieuse contribution à leurs relations apportée par les accords existant entre elles dans divers domaines;

RECONNAISSANT le fait que l'interdépendance mondiale grandissante a suscité le besoin d'une coopération internationale approfondie;

CONSCIENTES, à cet égard, en tant que partenaires mondiaux animés par des préoccupations semblables, de leur responsabilité partagée et de leur engagement concernant l'instauration d'un ordre international équitable et stable, conformément aux principes et aux buts énoncés dans la Charte des Nations unies, et concernant l'avènement de la paix, de la stabilité et de la prospérité du monde, ainsi que de la sécurité humaine;

RÉSOLUES, à cet égard, à coopérer étroitement en vue de relever les grands défis mondiaux auxquels la communauté internationale doit faire face, tels que la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, le changement climatique, la pauvreté et les maladies infectieuses, ainsi que les menaces pour nos intérêts communs dans le domaine maritime, le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique;

RÉSOLUES également à faire en sorte, à cet égard, que les crimes les plus graves qui concernent l'ensemble de la communauté internationale ne puissent rester impunis;

DÉTERMINÉES, à cet égard, à renforcer leur partenariat global de façon exhaustive en étendant leurs liens politiques, économiques et culturels et au moyen d'accords;

DÉTERMINÉES également, à cet égard, à consolider leur coopération et à maintenir la cohérence globale de celle-ci, y compris en renforçant les consultations à tous les niveaux et en entreprenant des actions conjointes sur l'ensemble des questions présentant un intérêt commun;

SOULIGNANT que si les parties décidaient, dans le cadre du présent accord, d'adhérer à des accords spécifiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, qui devraient être conclus par l'Union en vertu du titre V de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions de ces accords spécifiques futurs ne lieraient pas le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et/ou l'Irlande, à moins que l'Union, en même temps que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du nord et/ou l'Irlande en ce qui concerne leurs relations bilatérales antérieures respectives, ne notifie au Japon que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et/ou l'Irlande sont désormais liés par ces accords spécifiques futurs en tant que membres de l'Union, conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; soulignant que toute mesure ultérieure interne à l'Union qui serait adoptée conformément audit titre V de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux fins de la mise en œuvre du présent accord ne lierait pas le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et/ou l'Irlande, à moins qu'ils n'aient notifié leur souhait de participer à cette mesure ou de l'accepter conformément au protocole n° 21; et soulignant également que ces accords spécifiques futurs ou ces mesures ultérieures internes à l'Union entreraient dans le champ d'application du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1

Objet et principes généraux

1. Le présent accord a pour objet:
 - a) de renforcer le partenariat global entre les parties en favorisant une coopération politique et sectorielle, ainsi que des actions conjointes sur les questions présentant un intérêt commun, y compris les défis régionaux et mondiaux;
 - b) de fournir un fondement juridique durable en vue du renforcement de la coopération bilatérale ainsi que de la coopération au sein des organisations et enceintes internationales et régionales;
 - c) de contribuer ensemble à la paix et à la stabilité internationales à travers la promotion d'un règlement pacifique des différends, en conformité avec les principes de la justice et du droit international; et
 - d) de contribuer ensemble à la promotion de valeurs et principes communs, en particulier la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales.
2. En vue d'atteindre l'objectif fixé au paragraphe 1, les parties mettent en œuvre le présent accord fondé sur les principes du respect mutuel, d'un partenariat d'égal à égal et du respect du droit international.

3. Les parties renforcent leur partenariat à travers le dialogue et la coopération sur des sujets présentant un intérêt mutuel, qu'il s'agisse de questions d'ordre politique, de politique étrangère et de sécurité ou d'autres domaines de coopération sectorielle. À cette fin, les parties se réunissent à tous les niveaux, y compris celui des dirigeants, des ministres et des hauts fonctionnaires, et encouragent des échanges élargis entre leurs peuples et les échanges parlementaires.

ARTICLE 2

Démocratie, état de droit, droits de l'homme et libertés fondamentales

1. Les parties continuent à défendre les valeurs et les principes communs de démocratie, d'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui inspirent leurs politiques internes et internationales. À cet égard, les parties réaffirment le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme et des traités internationaux pertinents en matière de droits de l'homme auxquels elles ont adhéré.

2. Les parties font la promotion de ces valeurs et principes communs dans les enceintes internationales. Elles coopèrent et coordonnent leur action, s'il y a lieu, en vue de promouvoir ces valeurs et principes et de les concrétiser, y compris avec les pays tiers ou en leur sein.

ARTICLE 3

Promotion de la paix et de la sécurité

1. Les parties œuvrent de concert à la promotion de la paix et de la sécurité aux niveaux international et régional.
2. Les parties veillent à promouvoir conjointement le règlement pacifique des différends, y compris dans leurs régions respectives, et à inciter la communauté internationale à régler tout différend par des moyens pacifiques, conformément au droit international.

ARTICLE 4

Gestion de crise

Les parties intensifient leurs échanges de vues et s'efforcent d'agir conjointement sur les questions présentant un intérêt commun dans les domaines de la gestion de crise et de la consolidation de la paix, notamment en défendant des positions communes, en coopérant pour ce qui est des résolutions et décisions à prendre dans les organisations et enceintes internationales, en soutenant les efforts nationaux déployés par les pays sortant d'un conflit pour parvenir à une paix durable et en coopérant dans le cadre des opérations de gestion de crise et d'autres programmes et projets pertinents.

ARTICLE 5

Armes de destruction massive

1. Les parties coopèrent en vue de renforcer le régime de non-prolifération et de désarmement visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, en observant pleinement et en mettant en œuvre les obligations qui leur incombent au titre du droit international, notamment les accords internationaux pertinents, ainsi que les autres obligations internationales qui leur sont applicables.
2. Les parties s'emploient à promouvoir le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fait dans les villes de Londres, Moscou et Washington le 1^{er} juillet 1968 (ci-après dénommé "traité sur la non-prolifération") qui est le fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire, la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire et la base de la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Les parties mènent également des politiques visant à œuvrer à un monde plus sûr pour tous et continuent à contribuer activement aux efforts internationaux en ce sens, en soulignant l'importance de relever tous les défis liés au régime de non-prolifération et de désarmement et la nécessité de maintenir et de consolider le traité sur la non-prolifération, ainsi que de créer les conditions d'un monde exempt d'armes nucléaires, conformément aux objectifs du traité sur la non-prolifération, d'une manière propre à promouvoir la stabilité internationale, et sur la base du principe d'une sécurité non diminuée pour tous.
3. Les parties continuent de contrer la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, notamment en mettant sur pied et en maintenant un système efficace de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage et liés aux armes de destruction massive, dont un contrôle de l'utilisation finale et des sanctions efficaces en cas d'infraction au régime de contrôle des exportations.

4. Les parties entretiennent et renforcent leur dialogue dans ce domaine, afin de consolider leurs engagements comme défini dans le présent article.

ARTICLE 6

Armes conventionnelles, y compris les armes légères et de petit calibre

1. Les parties coopèrent entre elles et se coordonnent en matière de contrôle des transferts d'armes conventionnelles, ainsi que des biens et technologies à double usage, au niveau mondial, régional, infra-régional et national, en vue de prévenir leur détournement, de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité, et de réduire les souffrances humaines à chacun de ces niveaux. Les parties font preuve de responsabilité dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques en matière de contrôle des transferts, notamment en tenant dûment compte de leurs préoccupations respectives en matière de sécurité à l'échelle mondiale et en ce qui concerne leurs régions respectives, ainsi que d'autres régions.

2. Les parties, réaffirmant leurs engagements respectifs à l'égard des cadres définis par les instruments internationaux pertinents, tels que le traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013, le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, et les résolutions pertinentes des Nations unies, coopèrent et, s'il y a lieu, se coordonnent dans le cadre desdits instruments, afin de réglementer le commerce international, ainsi que de prévenir et d'éliminer le commerce illicite et le détournement des armes conventionnelles, y compris des armes légères et de petit calibre, et des munitions. La coopération en vertu du présent paragraphe doit, s'il y a lieu, consister notamment à promouvoir l'universalisation et à soutenir la mise en œuvre complète desdits cadres dans les pays tiers.

3. Les parties entretiennent et renforcent le dialogue qui accompagne et consolide leurs engagements en vertu du présent article.

ARTICLE 7

Crimes graves de portée internationale et Cour pénale internationale

1. Les parties coopèrent en vue de promouvoir les enquêtes et les poursuites liées à des crimes graves de portée internationale, y compris par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale et, s'il y a lieu, de juridictions établies conformément aux résolutions applicables des Nations unies.
2. Les parties coopèrent en vue de promouvoir les objectifs du statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998 (ci-après dénommé "statut"). À cette fin, elles doivent:
 - a) continuer à promouvoir l'universalité du statut, y compris, s'il y a lieu, en partageant leurs expériences liées à l'adoption des mesures nécessaires à sa conclusion et à sa mise en œuvre;
 - b) préserver l'intégrité du statut en protégeant ses principes essentiels; et
 - c) travailler de concert au renforcement de l'efficacité de la Cour pénale internationale.

ARTICLE 8

Lutte contre le terrorisme

1. Les parties œuvrent ensemble au niveau bilatéral, régional et international en vue de prévenir et de combattre les actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, conformément au droit international applicable, y compris les accords internationaux liés à la lutte contre le terrorisme, le droit humanitaire international et le droit international relatif aux droits de l'homme, applicables aux parties, ainsi que les principes de la Charte des Nations unies.
2. Les parties renforcent leur coopération en tenant compte de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies et des résolutions y afférentes du Conseil de sécurité des Nations unies.
3. Les parties encouragent le dialogue et l'échange d'informations et d'opinions concernant tous les actes de terrorisme, ainsi que les méthodes et les pratiques s'y rapportant, tout en respectant la protection de la vie privée et les données à caractère personnel, conformément au droit international et à leurs lois et règlements respectifs.

ARTICLE 9

Atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires

1. Les parties renforcent leur coopération en matière de prévention, de réduction et de contrôle des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que de réaction à ces derniers.

2. Les parties renforcent leur coopération en vue de consolider, dans les pays tiers, les capacités institutionnelles à gérer les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

ARTICLE 10

Coopération internationale et régionale et réforme des Nations unies

1. À l'appui de leur engagement en faveur d'un multilatéralisme effectif, les parties s'efforcent d'échanger leurs points de vue et de renforcer leur coopération et, s'il y a lieu, de coordonner leurs positions dans les cadres définis par les Nations unies et d'autres organisations et enceintes internationales et régionales.
2. Les parties coopèrent en vue de promouvoir la réforme des Nations unies, de manière à renforcer l'efficacité, l'efficacité, la transparence, l'obligation de rendre compte, les capacités et la représentativité de l'ensemble du système des Nations unies, y compris le Conseil de sécurité.

ARTICLE 11

Politique de développement

1. Les parties renforcent les échanges de vues sur les politiques de développement, y compris au moyen d'un dialogue régulier et, s'il y a lieu, coordonnent leurs politiques spécifiques en matière de développement durable et d'éradication de la pauvreté au niveau mondial.

2. Les parties coordonnent, s'il y a lieu, leurs positions sur les questions liées au développement dans les enceintes internationales et régionales.
3. Les parties s'efforcent d'inciter davantage l'échange d'informations et la coopération entre leurs agences et services de développement respectifs, ainsi que, s'il y a lieu, la coordination de leurs activités au niveau national.
4. Les parties s'efforcent, en matière d'assistance au développement, d'échanger des informations, des bonnes pratiques et des expériences et de coopérer en vue de juguler les flux financiers illicites, de prévenir et de combattre les irrégularités, la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant préjudice à leurs intérêts financiers et à ceux des pays bénéficiaires à tous les niveaux.

ARTICLE 12

Gestion des catastrophes et action humanitaire

1. Les parties renforcent la coopération et, s'il y a lieu, encouragent la coordination au niveau bilatéral, régional et international, en vue de prévenir et d'atténuer les catastrophes, de s'y préparer, d'y réagir et de s'en relever, de manière à réduire le risque lié aux catastrophes et d'accroître la résilience dans ce domaine.
2. Les parties s'efforcent de coopérer sur le plan des actions humanitaires, y compris au moyen d'opérations de secours d'urgence, de manière à apporter des réponses efficaces et coordonnées.

ARTICLE 13

Politique économique et financière

1. Les parties renforcent l'échange d'informations et d'expériences, afin de promouvoir une coordination étroite des politiques bilatérales et multilatérales en vue de soutenir leurs objectifs communs de croissance durable et équilibrée, d'encourager la création d'emplois et de lutter contre les déséquilibres macroéconomiques excessifs et contre toute forme de protectionnisme.
2. Les parties renforcent l'échange d'informations sur leurs politiques et réglementations financières, en vue de renforcer leur coopération pour garantir la stabilité financière et la viabilité budgétaire, y compris en améliorant les cadres de réglementation et de surveillance en matière de comptabilité, d'audit, de banque, d'assurance, de marchés financiers et d'autres aspects du secteur financier, à l'appui de l'action entreprise actuellement dans les organisations et enceintes internationales compétentes.

ARTICLE 14

Science, technologie et innovation

Se fondant sur l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Japon dans le domaine de la coopération scientifique et technologique, fait à Bruxelles le 30 novembre 2009, et ses modifications éventuelles, les parties renforcent la coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, en mettant l'accent en particulier sur les priorités présentant un intérêt mutuel.

ARTICLE 15

Transports

1. Les parties cherchent à coopérer en renforçant l'échange d'informations et le dialogue sur les politiques et les pratiques en matière de transports et d'autres domaines présentant un intérêt mutuel dans tous les modes de transport, tout en coordonnant, s'il y a lieu, leurs positions dans les enceintes internationales consacrées aux transports.
2. Les domaines de coopération visés au paragraphe 1 incluent:
 - a) le secteur de l'aviation, notamment la sécurité et la sûreté aériennes et la gestion du trafic aérien, ainsi que d'autres réglementations pertinentes, dans le but de favoriser la mise en place de relations de plus grande envergure et mutuellement bénéfiques en matière de transports aériens, y compris, s'il y a lieu, au moyen d'une coopération technique et réglementaire, et par d'autres accords fondés sur l'intérêt et le consentement mutuels;
 - b) le secteur du transport maritime; et
 - c) le secteur ferroviaire.

ARTICLE 16

Espace extra-atmosphérique

1. Les parties renforcent l'échange de vues et d'informations sur leurs politiques et activités spatiales respectives.
2. Les parties s'efforcent de coopérer, s'il y a lieu, au moyen notamment d'un dialogue régulier, dans l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, en faisant notamment en sorte de rendre mutuellement compatibles leurs systèmes de navigation par satellite, ainsi que dans les domaines de l'observation et de la surveillance de la Terre, du changement climatique, de la science de l'espace et des technologies spatiales, des aspects des activités spatiales liés à la sécurité et dans d'autres domaines présentant un intérêt mutuel.

ARTICLE 17

Coopération industrielle

1. Les parties encouragent la coopération industrielle en vue d'améliorer la compétitivité de leurs entreprises. À cette fin, elles renforcent l'échange de vues et de bonnes pratiques sur leurs politiques industrielles respectives dans des domaines tels que l'innovation, le changement climatique, l'efficacité énergétique, la normalisation, la responsabilité sociale des entreprises, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises et l'aide à leur internationalisation.

2. Les parties facilitent les activités de coopération établies par leurs secteurs public et privé, en vue d'améliorer la compétitivité et la coopération de leurs entreprises respectives, y compris par un dialogue entre elles.

ARTICLE 18

Douanes

Les parties renforcent leur coopération dans le domaine des douanes, y compris en facilitant le commerce légitime tout en garantissant un contrôle douanier efficace et le respect de leurs lois et règlements douaniers respectifs, basée sur l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement du Japon relatif à la coopération et à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, fait à Bruxelles le 30 janvier 2008, et ses modifications éventuelles. Elles procèdent aussi à des échanges de vues et coopèrent dans les cadres internationaux pertinents.

ARTICLE 19

Fiscalité

Afin de promouvoir la bonne gouvernance en matière fiscale, les parties s'efforcent de renforcer leur coopération, conformément aux normes fiscales internationalement reconnues, notamment en encourageant les pays tiers à renforcer la transparence, à garantir l'échange d'informations et à mettre fin aux pratiques fiscales dommageables.

ARTICLE 20

Tourisme

Les parties renforcent la coopération concernant le développement durable du tourisme et l'amélioration de la compétitivité des industries du tourisme, qui peuvent contribuer à la croissance économique, aux échanges culturels et aux échanges entre les peuples.

ARTICLE 21

Société de l'information

Les parties procèdent à des échanges de vues sur leurs politiques et réglementations respectives dans le domaine des technologies de l'information et des communications dans le but de renforcer leur coopération dans des domaines essentiels tels que:

- a) les communications électroniques, y compris la gouvernance internet et la sûreté et la sécurité en ligne;
- b) l'interconnexion des réseaux de recherche, y compris dans un contexte régional;
- c) la promotion des activités de recherche et d'innovation; et
- d) la normalisation et la diffusion des nouvelles technologies.

ARTICLE 22

Politique des consommateurs

Les parties encouragent le dialogue et les échanges de vues sur les politiques et les lois et règlements afin de parvenir à un niveau de protection des consommateurs élevé et de renforcer la coopération dans des domaines essentiels, notamment la sécurité des produits, l'application des lois et règlements dans le domaine de la consommation, l'éducation et l'autonomisation des consommateurs et les voies de recours à leur disposition.

ARTICLE 23

Environnement

1. Les parties renforcent les échanges de vues, d'informations et de bonnes pratiques sur leurs politiques et réglementations environnementales, et améliorent leur coopération dans des domaines tels que:
 - a) l'utilisation rationnelle des ressources;
 - b) la diversité biologique;
 - c) la consommation et la production durables;
 - d) les technologies, les biens et les services qui soutiennent la protection de l'environnement;

- e) la préservation et la gestion durable des forêts, y compris, s'il y a lieu, la lutte contre l'exploitation illégale des forêts; et
- f) d'autres domaines décidés dans le cadre du dialogue politique y afférent.

2. Les parties s'efforcent de renforcer leur coopération dans les cadres définis par les accords et instruments internationaux pertinents applicables aux parties, ainsi que dans les enceintes internationales.

ARTICLE 24

Changement climatique

1. Les parties, reconnaissant la nécessité d'une réduction urgente, approfondie et soutenue des émissions mondiales de gaz à effet de serre, de manière à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour la maintenir à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, montrent l'exemple dans la lutte contre le changement climatique et ses conséquences néfastes, y compris à l'aide d'actions nationales et internationales visant à réduire les émissions anthropiques. Les parties coopèrent, s'il y a lieu, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, faite à New York le 9 mai 1992, en vue d'atteindre l'objectif de cette convention, en mettant en œuvre l'accord de Paris, fait à Paris le 12 décembre 2015, et en renforçant les cadres juridiques multilatéraux. Elles s'efforcent aussi de consolider leur coopération dans d'autres enceintes internationales compétentes.

2. En vue de promouvoir le développement durable, les parties s'efforcent aussi de coopérer en améliorant l'échange d'informations et de bonnes pratiques, et, s'il y a lieu, en encourageant la coordination des politiques sur les questions présentant un intérêt mutuel dans le domaine du changement climatique, notamment:

- a) l'atténuation du changement climatique au moyen de diverses mesures, telles que la recherche et le développement de technologies à faibles émissions de carbone, les mécanismes fondés sur le marché et la réduction des polluants climatiques à courte durée de vie;
- b) l'adaptation aux conséquences néfastes du changement climatique; et
- c) l'aide aux pays tiers.

ARTICLE 25

Politique urbaine

Les parties renforcent l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine des politiques urbaines, en vue notamment de relever des défis communs dans ce domaine, y compris ceux liés aux dynamiques démographiques et au changement climatique. Les parties encouragent aussi, s'il y a lieu, ce type d'échange d'expériences et de bonnes pratiques parmi leurs collectivités locales et autorités municipales.

ARTICLE 26

Énergie

Les parties s'efforcent de renforcer la coopération et, s'il y a lieu, une coordination étroite dans les organisations et enceintes internationales, dans le domaine de l'énergie, y compris la sécurité énergétique, le commerce de l'énergie à l'échelle mondiale et les investissements dans ce secteur, le fonctionnement de marchés mondiaux de l'énergie, l'efficacité énergétique et les technologies liées à l'énergie.

ARTICLE 27

Agriculture

1. Les parties renforcent leur coopération concernant les politiques en matière d'agriculture, de développement rural et de gestion des forêts, y compris l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, l'intégration d'exigences environnementales dans les politiques agricoles, les politiques de développement pour les zones rurales et les politiques de promotion en matière de qualité pour les produits alimentaires issus de l'agriculture, y compris les indications géographiques, la production biologique, les perspectives agricoles internationales, la gestion durable des forêts et les liens entre les politiques d'agriculture durable, de développement rural et de sylviculture et les politiques liées à l'environnement et au changement climatique.

2. Les parties renforcent leur coopération en matière de recherche et d'innovation dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des forêts.

ARTICLE 28

Pêche

1. Les parties favorisent le dialogue et renforcent leur coopération en matière de politiques de la pêche, conformément aux approches de précaution et éco-systémiques, en vue d'encourager la conservation à long terme, la gestion efficace et l'utilisation durable des ressources halieutiques, en se fondant sur les meilleures informations scientifiques disponibles.
2. Les parties renforcent l'échange de vues et d'informations, tout en favorisant la coopération internationale afin de prévenir, de décourager et d'éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.
3. Les parties renforcent leur coopération au sein des organisations régionales de gestion des pêches concernées.

ARTICLE 29

Affaires maritimes

Conformément au droit international, ainsi qu'il ressort de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer faite à Montego Bay le 10 décembre 1982 (ci-après dénommée "CNUDM"), les parties encouragent le dialogue, renforcent la compréhension mutuelle en matière d'affaires maritimes et travaillent de concert afin de promouvoir:

- a) l'état de droit dans ce domaine, y compris la liberté de navigation et de survol et les autres libertés de la haute mer prévues à l'article 87 de la CNUDM; et
- b) la conservation à long terme, la gestion durable et une meilleure connaissance des écosystèmes et des ressources non vivantes des mers et océans, conformément au droit international applicable.

ARTICLE 30

Emploi et affaires sociales

1. Les parties renforcent leur coopération dans le domaine de l'emploi, des affaires sociales et du travail décent, notamment en ce qui concerne leurs politiques de l'emploi et leurs régimes de sécurité sociale, dans le contexte de la dimension sociale de la mondialisation et des changements démographiques, en procédant à un échange de vues et d'expériences et, s'il y a lieu, à des actions de coopération concernant des questions d'intérêt commun.

2. Les parties s'efforcent de respecter, de promouvoir et d'appliquer des normes sociales et du travail reconnues au niveau international et d'encourager le travail décent en se fondant sur leurs engagements respectifs à l'égard d'instruments internationaux pertinents, tels que la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, adoptée le 18 juin 1998, et la déclaration de l'Organisation internationale du travail sur la justice sociale pour une mondialisation équitable adoptée le 10 juin 2008.

ARTICLE 31

Santé

Les parties renforcent les échanges de vues, d'informations et d'expériences dans le domaine de la santé, afin de faire face efficacement aux problèmes sanitaires transfrontières, notamment en coopérant dans le domaine de la prévention et du contrôle des maladies transmissibles et non transmissibles, y compris par la promotion, s'il y a lieu, d'accords internationaux en matière de santé.

ARTICLE 32

Coopération judiciaire

1. Les parties renforcent la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, en particulier pour ce qui est de la promotion et de l'efficacité des conventions sur la coopération judiciaire en matière civile.

2. Les parties renforcent la coopération judiciaire en matière pénale fondée sur l'accord entre l'Union européenne et le Japon relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Bruxelles le 30 novembre 2009 et à Tokyo le 15 décembre 2009, et ses modifications éventuelles.

ARTICLE 33

Lutte contre la corruption et le crime organisé

Les parties renforcent leur coopération en vue de prévenir et de combattre la corruption et le crime organisé transnational, y compris le trafic d'armes à feu et la criminalité économique et financière, notamment, s'il y a lieu, en favorisant les accords internationaux pertinents.

ARTICLE 34

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Les parties renforcent leur coopération, y compris par l'échange d'informations, en veillant à ce que leurs systèmes financiers respectifs ne soient pas utilisés à des fins de blanchiment des produits du crime et de financement du terrorisme, en tenant compte de normes universellement reconnues établies par des instances internationales compétentes, telles que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.

ARTICLE 35

Lutte contre les drogues illicites

Les parties renforcent leur coopération en matière de prévention et de lutte contre les drogues illicites, afin de:

- a) réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites;
- b) prévenir le détournement de précurseurs utilisés pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- c) protéger la santé publique et le bien-être; et
- d) démanteler les réseaux criminels transnationaux participant au trafic de drogues, en vue notamment de les empêcher de pénétrer les transactions commerciales et financières licites, y compris, notamment, par l'échange d'informations et de bonnes pratiques.

ARTICLE 36

Coopération sur les questions liées au cyberspace

1. Les parties renforcent les échanges de vues et d'informations sur leurs politiques et activités respectives en matière de cyberspace et encouragent de tels échanges dans les enceintes internationales et régionales.

2. Les parties renforcent leur coopération en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et la libre circulation de l'information dans le cyberspace dans toute la mesure du possible. À cette fin, sur la base du constat selon lequel le droit international s'applique au cyberspace, elles coopèrent, s'il y a lieu, de manière à créer et à développer des normes internationales et à promouvoir des mesures propres à instaurer la confiance dans le cyberspace.
3. Les parties coopèrent, s'il y a lieu, en vue de consolider la capacité des pays tiers à renforcer leur cybersécurité et à lutter contre la cybercriminalité.
4. Les parties renforcent leur coopération en vue de prévenir et de combattre la cybercriminalité, y compris la diffusion de contenus illégaux via l'internet.

ARTICLE 37

Dossiers passagers

Les parties s'efforcent, dans la mesure compatible avec leurs lois et règlements respectifs, d'utiliser les outils à leur disposition, tels que les dossiers passagers, afin de prévenir et de combattre les actes de terrorisme et les crimes graves, tout en respectant le droit à la protection de la vie privée et la protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 38

Migration

1. Les parties encouragent le dialogue sur les politiques en matière de migration, telles que la migration légale, l'immigration irrégulière, la traite des personnes, l'asile et la gestion des frontières, y compris la question des visas et de la sécurité des documents de voyage, en tenant compte des réalités socioéconomiques de la migration.
2. Les parties renforcent leur coopération en vue de prévenir et de contrôler l'immigration irrégulière, en veillant notamment à garantir la réadmission de leurs ressortissants sans retard indu et à leur procurer des documents de voyage appropriés.

ARTICLE 39

Protection des données à caractère personnel

Les parties renforcent leur coopération en vue de garantir un niveau élevé de protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 40

Éducation, jeunesse et sports

1. Les parties renforcent les échanges de vues et d'informations sur leurs politiques dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et du sport.
2. Les parties encouragent, s'il y a lieu, les activités de coopération dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et du sport, telles que les programmes conjoints et les échanges de personnes, de connaissances et d'expériences.

ARTICLE 41

Culture

1. Les parties s'efforcent d'intensifier l'échange de personnes participant à des activités culturelles et des œuvres d'art et de mener à bien, s'il y a lieu, des initiatives communes dans différents domaines culturels, dont des œuvres audiovisuelles, telles que des films.
2. Les parties encouragent le dialogue et la coopération entre leurs sociétés civiles et institutions respectives œuvrant dans le secteur culturel, de manière à améliorer la connaissance et la compréhension mutuelles.

3. Les parties s'efforcent de coopérer sur les questions présentant un intérêt mutuel dans les enceintes internationales pertinentes, en particulier au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, afin de poursuivre des objectifs communs et de promouvoir la diversité culturelle et la sauvegarde du patrimoine culturel.

ARTICLE 42

Comité mixte

1. Il est institué un comité mixte, composé de représentants des parties. Le comité mixte est coprésidé par les représentants des parties.

2. Le comité mixte a pour fonctions:

- a) de coordonner le partenariat global reposant sur le présent accord;
- b) de demander, s'il y a lieu, des informations aux comités et autres organismes établis en vertu d'autres accords ou arrangements entre les parties et de procéder à des échanges de vues sur les questions présentant un intérêt commun;
- c) de décider d'ajouter des domaines de coopération ne figurant pas dans le présent accord, pour autant qu'ils soient compatibles avec les objectifs du présent accord;
- d) de veiller au bon fonctionnement et à la bonne application du présent accord;

- e) de s'efforcer de résoudre tout différend découlant de l'interprétation, de l'application ou de la mise en œuvre du présent accord;
 - f) de servir d'enceinte pour expliquer toute modification utile de politiques, programmes ou compétences concernant le présent accord; et
 - g) de formuler des recommandations, d'adopter des décisions, s'il y a lieu, et de faciliter certains aspects spécifiques de la coopération en se fondant sur le présent accord.
3. Le comité mixte adopte ses décisions par consensus.
 4. Le comité mixte se réunit généralement une fois par an, alternativement à Tokyo et à Bruxelles. Il se réunit également à la demande de l'une ou l'autre partie.
 5. Le comité mixte adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 43

Règlement des différends

1. Les parties prennent toute mesure à caractère général ou spécifique nécessaire pour remplir leurs obligations au titre du présent accord, en se fondant sur les principes du respect mutuel, du partenariat d'égal à égal et du respect du droit international.

2. Si un différend survient quant à l'interprétation, l'application ou la mise en œuvre du présent accord, les parties intensifient leurs efforts de consultation et de coopération mutuelles en vue de lui trouver une solution amiable en temps opportun.

3. Si un différend ne peut être réglé conformément au paragraphe 2, l'une ou l'autre des parties peut demander que le différend soit porté à la connaissance du comité mixte pour examen et discussion plus approfondis.

4. Les parties considèrent qu'une violation particulièrement grave et substantielle des obligations décrites à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 5, paragraphe 1, qui constituent, respectivement, un élément essentiel du fondement de la coopération en vertu du présent accord, dont la gravité et la nature sont exceptionnelles au point de faire peser une menace sur la paix et la sécurité et d'avoir des répercussions internationales, peut être considérée comme un cas d'urgence particulière.

5. Dans l'hypothèse, improbable et imprévue, où un cas d'urgence particulière tel que visé au paragraphe 4 viendrait à se produire sur le territoire de l'une des parties, le comité mixte organise une consultation de toute urgence, dans les quinze jours suivant la demande de l'autre partie.

Dans le cas où le comité mixte ne parviendrait pas à une solution mutuellement acceptable, il se réunit d'urgence, au niveau ministériel, sur cette question.

6. En cas d'urgence particulière, lorsqu'aucune solution mutuellement acceptable n'a été trouvée au niveau ministériel, la partie à l'origine de la demande visée au paragraphe 5 peut décider de suspendre les dispositions du présent accord, conformément au droit international. En outre, les parties notent que la partie à l'origine de la demande visée au paragraphe 5 peut prendre d'autres mesures appropriées, en dehors du cadre du présent accord, conformément au droit international. La partie notifie immédiatement sa décision à l'autre partie, par écrit, et applique cette décision pendant la période de temps minimale nécessaire pour résoudre le problème d'une manière acceptable pour les parties.

7. Les parties procèdent à un suivi permanent de l'évolution du cas d'urgence particulière à l'origine de la décision de suspendre l'application des dispositions du présent accord. La partie qui invoque la suspension des dispositions du présent accord lève celle-ci dès que les circonstances le justifient, et en tout état de cause dès qu'un cas d'urgence particulière a cessé d'exister.

8. Le présent accord ne porte pas atteinte ni préjudice à l'interprétation ou à l'application d'autres accords entre les parties. En particulier, les dispositions du présent accord relatives au règlement des différends ne remplacent ni n'affectent en rien celles qui sont énoncées dans d'autres accords entre les parties.

ARTICLE 44

Divers

La coopération et les actions au titre du présent accord sont mises en œuvre conformément aux lois et règlements respectifs des parties.

ARTICLE 45

Définition des parties

Aux fins du présent accord, on entend par "parties", d'une part, l'Union ou ses États membres, ou l'Union et ses États membres, selon leurs compétences respectives, et, d'autre part, le Japon.

ARTICLE 46

Divulgence d'informations

Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée comme exigeant de l'une des parties qu'elle fournisse des informations dont elle considère la divulgation contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

ARTICLE 47

Entrée en vigueur et application dans l'attente de l'entrée en vigueur

1. Le présent accord est ratifié par le Japon et approuvé ou ratifié par la partie Union, conformément à leurs procédures juridiques applicables respectives. L'instrument de ratification, par le Japon, et l'instrument confirmant l'achèvement de la procédure d'approbation et de ratification, par la partie Union, sont échangés à Tokyo. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de l'échange des instruments.

2. Nonobstant le paragraphe 1, l'Union et le Japon appliquent les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4, de l'article 5, paragraphe 1, des articles 11, 12, 13 et 14, de l'article 15 [à l'exception du paragraphe 2, point b)], des articles 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 37, de l'article 38, paragraphe 1, des articles 39, 40 et 41, de l'article 42 [à l'exception du paragraphe 2, point c)], des articles 43, 44, 45, 46 et 47, de l'article 48, paragraphe 3, et des articles 49, 50 et 51 du présent accord, dans l'attente de son entrée en vigueur. Cette application débute le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle le Japon a notifié à l'Union l'achèvement de la ratification par le Japon ou la date à laquelle l'Union a notifié au Japon l'achèvement de la procédure juridique applicable à cette fin, la date la plus tardive étant retenue. Les notifications se font sous forme de notes diplomatiques.

3. Les dispositions du présent accord à appliquer dans l'attente de l'entrée en vigueur du présent accord, conformément au paragraphe 2, ont le même effet juridique que si le présent accord était entré en vigueur entre les parties.

ARTICLE 48

Dénonciation

1. Le présent accord reste en vigueur, sauf dénonciation conformément au paragraphe 2.
2. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de dénoncer le présent accord. La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de ladite notification par l'autre partie.

3. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de mettre fin à l'application du présent accord dans l'attente de l'entrée en vigueur prévue à l'article 47, paragraphe 2. La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de ladite notification par l'autre partie.

ARTICLE 49

Futures adhésions à l'Union

1. L'Union informe le Japon de toute demande d'adhésion d'un pays tiers à l'Union.
2. Les parties examinent, y compris dans le cadre du comité mixte, toutes les implications que l'adhésion du pays tiers à l'Union pourrait avoir sur le présent accord.
3. L'Union informe le Japon de la signature et de l'entrée en vigueur d'un traité concernant l'adhésion d'un pays tiers à l'Union.

ARTICLE 50

Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sont applicables dans les conditions prévues par lesdits traités et, d'autre part, au territoire du Japon.

ARTICLE 51

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque et japonaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes du présent accord, les parties saisissent le comité mixte.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités, ont signé le présent accord.

Съставено в Токио на седемнадесети юли две хиляди и осемнадесета година.

Hecho en Tokio, el diecisiete de julio de dos mil dieciocho.

V Tokiu dne sedmnáctého července dva tisíce osmnáct.

Udfærdiget i Tokyo den syttende juli to tusind og atten.

Geschehen zu Tokyo am siebzehnten Juli zweitausendachtzehn.

Kahe tuhande kaheksateistkümnenda aasta juulikuu seitsmeteistkümnendal päeval Tōkyōs.

Έγινε στο Τόκιο, στις δεκαεπτά Ιουλίου δύο χιλιάδες δεκαοκτώ.

Done at Tokyo on the seventeenth day of July in the year two thousand and eighteen.

Fait à Tokyo, le dix-sept juillet deux mille dix-huit.

Sastavljeno u Tokiju sedamnaestog srpnja godine dvije tisuće osamnaeste.

Fatto a Tokyo, addì diciassette luglio duemiladiciotto.

Tokijā, divtūkstoš astoņpadsmitā gada septiņpadsmitajā jūlijā.

Priimta du tūkstančiai aštuonioliktų metų liepos septynioliktą dieną Tokijoje.

Kelt Tōkióban, a kétezer-tizennyolcadik év július havának tizenhetedik napján.

Magħmul f'Tokyo fis-sbatax-il jum ta' Lulju fis-sena elfejn u tmintax.

Gedaan te Tokio, zeventien juli tweeduizend achttien.

Sporządzono w Tokio dnia siedemnastego lipca roku dwa tysiące osiemnastego.

Feito em Tóquio aos dezassete dias do mês de julho de dois mil e dezoito.

Întocmit la Tokyo la șaptesprezece iulie două mii optsprezece.

V Tokiū sedemnásteho júla dvetisícosemnást'.

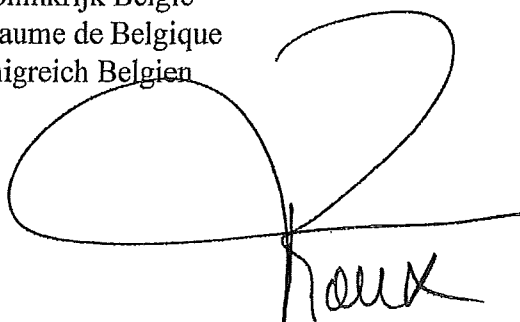
V Tokiu, sedemnajstega julija leta dva tisoč osemnajst.

Tehty Tokiossa seitsemäntenätoista päivänä heinäkuuta vuonna kaksituhattakahdeksantoista.

Som skedde i Tokyo den sjuttonde juli år tjugohundraarton.

二千十八年七月十七日に東京で、作成した。

Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke, with the word 'Roux' written below it.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

STRATEGISCHE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD,
EN JAPAN, ANDERZIJD

DE EUROPESE UNIE, hierna "de Unie" genoemd,

alsmede

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN, en

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

Verdragsluitende partijen bij het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, hierna "de lidstaten" genoemd,

hierna "de Uniepartij" genoemd,

enerzijds,

alsmede

JAPAN,

anderzijds,

hierna gezamenlijk "de partijen" genoemd,

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zij gehecht zijn aan de gemeenschappelijke waarden en beginselen, in het bijzonder de democratie, de rechtsstaat, de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, die de grondslag vormen voor hun diepgaande en langdurige samenwerking als strategische partners;

HERINNEREND aan de steeds nauwere banden die tussen hen zijn gesmeed sedert het afleggen van de gemeenschappelijke verklaring inzake betrekkingen tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, in 1991;

GELEID DOOR DE WENS voort te bouwen op de waardevolle bijdrage tot hun betrekkingen die de bestaande overeenkomsten tussen beide partijen op talrijke terreinen tot stand hebben gebracht en deze te versterken;

ERKENNENDE dat de toenemende onderlinge afhankelijkheid wereldwijd ertoe heeft geleid dat de internationale samenwerking moet worden verdiept;

ZICH BEWUST, in dit verband, als gelijkgestemde mondiale partners, van hun gedeelde verantwoordelijkheid en hun bereidheid om een rechtvaardige en stabiele internationale orde tot stand te brengen in overeenstemming met de beginselen en de doelstellingen van het Handvest van de Verenigde Naties en om wereldwijd vrede, stabiliteit en welvaart alsook menselijke veiligheid te verwezenlijken;

VASTBESLOTEN in dit verband om nauw samen te werken bij het aanpakken van de grote mondiale problemen waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd, zoals de verspreiding van massavernietigingswapens, terrorisme, klimaatverandering, armoede en besmettelijke ziekten, bedreigingen van het gemeenschappelijk belang op maritiem gebied, in de cyberruimte en de kosmische ruimte;

VASTBESLOTEN eveneens in dit verband dat de ernstigste misdrijven die de gehele internationale gemeenschap aangaan, niet onbestraft mogen blijven;

VASTBERADEN in dit verband om hun algemene partnerschap op een alomvattende wijze te versterken door een uitbreiding van de politieke, economische en culturele banden en door overeenkomsten;

VASTBERADEN eveneens in dit verband om hun samenwerking te versterken en de algemene samenhang van de samenwerking te handhaven, onder meer door het versterken van het overleg op alle niveaus en het ondernemen van gemeenschappelijke acties met betrekking tot alle kwesties van gemeenschappelijk belang;

WIJZEND op het feit dat, als de partijen in het kader van deze overeenkomst specifieke overeenkomsten sluiten op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, die door de Unie zouden worden gesloten krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de bepalingen van dergelijke toekomstige specifieke overeenkomsten niet bindend zijn voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en/of Ierland, tenzij de Unie, samen met het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en/of Ierland wat betreft hun respectieve bilaterale betrekkingen, Japan ervan in kennis heeft gesteld dat het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en/of Ierland gebonden zijn door dergelijke toekomstige specifieke overeenkomsten als deel van de Unie, overeenkomstig Protocol (Nr. 21) betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, dat aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is gehecht; evenzo zijn interne maatregelen die de Unie krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vaststelt met het oog op de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst, niet bindend voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en/of Ierland, tenzij zij te kennen hebben gegeven deel te willen nemen aan deze maatregelen of deze te aanvaarden overeenkomstig Protocol (Nr. 21); en tevens erop wijzend dat dergelijke toekomstige overeenkomsten of daarmee samenhangende interne maatregelen van de Unie onder Protocol (Nr. 22) betreffende de positie van Denemarken vallen, dat aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is gehecht,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied en algemene beginselen

1. Het doel van deze overeenkomst is:
 - a) het versterken van het algemene partnerschap tussen de partijen door het stimuleren van politieke en sectorale samenwerking en gezamenlijke acties met betrekking tot kwesties van gemeenschappelijk belang, met inbegrip van regionale en mondiale vraagstukken;
 - b) het voorzien in een duurzame rechtsgrondslag voor het versterken van zowel de bilaterale samenwerking als de samenwerking in internationale en regionale organisaties en fora;
 - c) het gezamenlijk bijdragen aan internationale vrede en stabiliteit door het bevorderen van de vreedzame beslechting van geschillen, conform de beginselen van rechtvaardigheid en van het internationaal recht; alsmede
 - d) het gezamenlijk bijdragen aan de bevordering van gedeelde waarden en beginselen, in het bijzonder de democratie, de rechtsstaat, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden.
2. Bij het nastreven van het in lid 1 vermelde doel voeren de partijen deze overeenkomst uit op basis van het beginsel van wederzijds respect, gelijkwaardig partnerschap en de eerbiediging van het internationaal recht.

3. De partijen versterken hun partnerschap door middel van dialoog en samenwerking met betrekking tot aangelegenheden van gemeenschappelijk belang op het vlak van politieke vraagstukken, buitenlands en veiligheidsbeleid en andere sectorale samenwerking. Hiertoe beleggen de partijen bijeenkomsten op alle niveaus - onder meer op het niveau van staatshoofden, ministers en hoge ambtenaren - en bevorderen zij bredere uitwisselingen tussen hun bevolkingen alsook parlementaire uitwisselingen.

ARTIKEL 2

Democratie, rechtsstaat, mensenrechten en fundamentele vrijheden

1. De partijen blijven zich inzetten voor de gedeelde waarden en beginselen van de democratie, de rechtsstaat, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden die ten grondslag liggen aan het binnenlandse en het buitenlandse beleid van de partijen. In dit verband bevestigen de partijen opnieuw dat zij de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de desbetreffende internationale mensenrechtenverdragen waarbij zij partij zijn, eerbiedigen.
2. De partijen bevorderen deze gedeelde waarden en beginselen in internationale fora. De partijen gaan in voorkomend geval over tot samenwerking en coördinatie bij de bevordering en verwezenlijking van deze waarden en beginselen, onder meer met of in derde landen.

ARTIKEL 3

Bevordering van vrede en veiligheid

1. De partijen werken samen om de internationale en regionale vrede en veiligheid te bevorderen.
2. De partijen bevorderen gezamenlijk de vreedzame beslechting van geschillen, ook in hun respectieve regio's en moedigen de internationale gemeenschap aan om elk geschil met vreedzame middelen overeenkomstig het internationaal recht te beslechten.

ARTIKEL 4

Crisisbeheer

De partijen bevorderen de uitwisseling van standpunten en streven ernaar samen op te treden met betrekking tot vraagstukken van gemeenschappelijk belang op het vlak van crisisbeheer en vredesopbouw, onder meer door bevordering van gemeenschappelijke standpunten, samenwerking met betrekking tot resoluties en besluiten in internationale organisaties en fora, ondersteuning van nationale inspanningen van landen die een conflict achter de rug hebben om duurzame vrede tot stand te brengen en samenwerking op het vlak van crisisbeheersingsoperaties en andere relevante programma's en projecten.

ARTIKEL 5

Massavernietigingswapens

1. De partijen werken samen bij de versterking van het regime inzake niet-verspreiding en ontwapening om de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor te voorkomen door de volledige naleving en de uitvoering van de verplichtingen die zij zijn aangegaan in het kader van het internationale recht, met inbegrip van de desbetreffende internationale overeenkomsten en andere internationale verplichtingen, zoals van toepassing op de partijen.
2. De partijen bevorderen het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens, gedaan te Londen, Moskou en Washington op 1 juli 1968 (hierna "het Non-proliferatieverdrag" genoemd) als de wezenlijke fundering voor nucleaire ontwapening, de hoeksteen van de mondiale regeling voor de niet-verspreiding van kernwapens en de grondslag voor de bevordering van het vreedzaam gebruik van kernenergie. Voorts voeren de partijen een beleid inzake en blijven zij actief bijdragen aan de mondiale inspanningen met het oog op een veiligere wereld voor iedereen en wijzen zij erop dat alle vraagstukken op het vlak van de niet-verspreiding van kernwapens en nucleaire ontwapening moeten worden aangepakt en het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens moet worden gehandhaafd en versterkt, en scheppen zij de voorwaarden voor een wereld zonder kernwapens, overeenkomstig de doelstellingen van het Verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens, op een wijze die bevorderlijk is voor de internationale stabiliteit, en op grond van het beginsel van onverkorte veiligheid voor eenieder.
3. De partijen blijven de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor bestrijden, onder meer door het ontwikkelen en handhaven van een doeltreffend systeem van exportcontroles op goederen en technologieën voor tweërlei gebruik en die verband houden met massavernietigingswapens, met inbegrip van een controle op eindgebruik en effectieve sancties op overtreding van de exportcontroles.

4. De partijen handhaven en versterken hun dialoog op dit vlak om de in dit artikel beschreven verbintenissen van de partijen te consolideren.

ARTIKEL 6

Conventionele wapens, met inbegrip van handvuurwapens en lichte wapens

1. De partijen gaan over tot samenwerking en coördinatie op het vlak van de controle op de overdracht van conventionele wapens en goederen en technologieën voor tweërlei gebruik op mondiaal, regionaal, subregionaal en nationaal niveau met het oog op het voorkomen van hun verspreiding, om aldus bij te dragen aan vrede, veiligheid en stabiliteit en het menselijk leed op al deze niveaus te verminderen. Het beleid op de overdrachtscontrole wordt door de partijen op een verantwoorde wijze ontwikkeld en uitgevoerd, waarbij onder meer terdege rekening wordt gehouden met elkaars veiligheidsoverwegingen op mondiaal niveau en met betrekking tot zowel hun respectieve als andere regio's.
2. De partijen bevestigen hun respectieve verbintenissen die zij zijn aangegaan in de kaders van de desbetreffende internationale instrumenten, zoals het Wapenhandelsverdrag, gedaan te New York op 2 april 2013, het VN-actieprogramma ter voorkoming, bestrijding en uitroeiing van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens in al zijn aspecten en de desbetreffende resoluties van de Verenigde Naties en gaan over tot samenwerking en, in voorkomend geval, coördinatie in het kader van die instrumenten om de internationale handel te reguleren en de illegale handel in en omleiding van conventionele wapens, met inbegrip van handvuurwapens, lichte wapens en munitie te voorkomen en uit te bannen. De samenwerking overeenkomstig dit lid omvat in voorkomend geval het bevorderen van de universalisering en de ondersteuning van de volledige uitvoering van die kaders in derde landen.

3. De partijen handhaven en versterken hun dialoog om de door de partijen overeenkomstig dit artikel aangegane verbintenissen te begeleiden en te consolideren.

ARTIKEL 7

Ernstige misdaden waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd en het Internationaal Strafhof

1. De partijen werken samen bij de bevordering van het onderzoek en de vervolging van ernstige misdaden waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd, onder meer door middel van het Internationaal Strafhof en in voorkomend geval rechterlijke instanties die overeenkomstig de desbetreffende resoluties van de Verenigde Naties zijn ingesteld.
2. De partijen werken samen bij de bevordering van de doelstellingen van het in Rome op 17 juli 1998 aangenomen Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof (hierna "het Statuut" genoemd). Met het oog hierop:
 - a) blijven zij de universaliteit van het Statuut bevorderen, onder meer, in voorkomend geval, door ervaring uit te wisselen bij het vaststellen van maatregelen die vereist zijn voor de sluiting en uitvoering ervan;
 - b) waarborgen zij de integriteit van het Statuut door de kernbeginselen ervan te beschermen; alsmede
 - c) werken zij samen om de doeltreffendheid van het Internationaal Strafhof verder te verhogen.

ARTIKEL 8

Terrorismebestrijding

1. De partijen werken samen op bilateraal, regionaal en internationaal niveau om daden van terrorisme in al zijn vormen en uitingen te voorkomen en te bestrijden overeenkomstig het toepasselijke internationale recht, met inbegrip van internationale overeenkomsten ter bestrijding van terrorisme, het internationaal humanitair recht en het internationaal recht inzake de mensenrechten, zoals van toepassing op de partijen, en de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties.
2. De partijen versterken de samenwerking en houden hierbij rekening met de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de Verenigde Naties en de desbetreffende resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.
3. De partijen bevorderen dialoog en uitwisseling van informatie en standpunten met betrekking tot alle terroristische daden, methoden en praktijken, evenwel met eerbiediging van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de persoonsgegevens overeenkomstig het internationaal recht en hun respectieve wet- en regelgeving.

ARTIKEL 9

Bestrijding van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's

1. De partijen verbeteren de samenwerking op het vlak van het voorkomen, verminderen en beheersen van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's en de respons op deze risico's.

2. De partijen verbeteren de samenwerking met het oog op de versterking van de institutionele capaciteiten in derde landen voor het beheersen van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's.

ARTIKEL 10

Internationale en regionale samenwerking en hervorming van de Verenigde Naties

1. Bij hun inzet voor een doeltreffend multilateralisme streven de partijen naar gedachtewisselingen, een versterking van de samenwerking en in voorkomend geval een coördinatie van hun standpunten in de kaders van de Verenigde Naties en van andere internationale en regionale organisaties en fora.
2. De partijen werken samen om de hervorming van de Verenigde Naties te bevorderen met het oog op meer efficiëntie, doeltreffendheid, transparantie, verantwoording, capaciteit en representativiteit van het hele VN-systeem, met inbegrip van de Veiligheidsraad.

ARTIKEL 11

Ontwikkelingsbeleid

1. De partijen bevorderen de uitwisseling van standpunten over het ontwikkelingsbeleid, onder meer door op gezette tijden te overleggen en in voorkomend geval hun specifieke beleidsmaatregelen op het vlak van duurzame ontwikkeling en armoedebestrijding op mondiaal niveau te coördineren.

2. De partijen coördineren in voorkomend geval hun standpunten met betrekking tot ontwikkelingsvraagstukken in internationale en regionale fora.
3. De partijen streven ernaar de uitwisseling van informatie en de samenwerking tussen hun respectieve agentschappen en diensten voor ontwikkelingssamenwerking alsook, in voorkomend geval, de coördinatie van activiteiten in een land te bevorderen.
4. Voorts streven de partijen ernaar op het vlak van ontwikkelingssamenwerking informatie, beste praktijken en ervaringen uit te wisselen en samen te werken om illegale geldstromen aan banden te leggen en onregelmatigheden, fraude, corruptie en andere illegale activiteiten die hun financiële belangen en die van de ontvangende landen op alle niveaus schaden, te voorkomen en te bestrijden.

ARTIKEL 12

Rampenbeheer en humanitair optreden

1. De partijen verbeteren de samenwerking en bevorderen in voorkomend geval de coördinatie op bilateraal, regionaal en internationaal niveau bij rampenpreventie, schadebeperking, paraatheid, respons en herstel bij rampen om het risico op rampen te verminderen en de weerbaarheid op dit vlak te verhogen.
2. De partijen streven ernaar samen te werken bij humanitaire optredens, met inbegrip van noodhulpoperaties, teneinde doeltreffende gecoördineerde respons te bieden.

ARTIKEL 13

Economisch en financieel beleid

1. De partijen verbeteren de uitwisseling van informatie en ervaring met het oog op het bevorderen van een nauwe bilaterale en multilaterale beleidscoördinatie om hun gedeelde doelstellingen van duurzame en evenwichtige groei te ondersteunen, waarbij de werkgelegenheid wordt gestimuleerd, macro-economische onevenwichtigheden worden tegengegaan en alle vormen van protectionisme worden bestreden.
2. De partijen verbeteren de uitwisseling van informatie met betrekking tot hun financiële beleidslijnen en regelgeving, met het oog op de versterking van de samenwerking om te zorgen voor financiële stabiliteit en houdbaarheid van de begroting, onder meer door een verbetering van het regelgevings- en toezichtstelsel voor boekhouding, financiële controle, het bankwezen, verzekeringen, financiële markten en andere onderdelen van de financiële sector, ter ondersteuning van de werkzaamheden die momenteel plaatsvinden in de desbetreffende internationale organisaties en fora.

ARTIKEL 14

Wetenschap, technologie en innovatie

Op basis van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de regering van Japan betreffende samenwerking op het gebied van wetenschap en technologie, die op 30 november 2009 te Brussel is opgesteld, zoals eventueel gewijzigd, verbeteren de partijen de samenwerking op het vlak van wetenschap, technologie en innovatie met bijzondere aandacht voor de prioriteiten van wederzijds belang.

ARTIKEL 15

Vervoer

1. De partijen streven naar samenwerking door een verbetering van de uitwisseling van informatie en dialoog inzake het beleid en de praktijken op het vlak van vervoer en andere terreinen van wederzijds belang met betrekking tot alle vervoerswijzen en coördineren in voorkomend geval hun standpunten in internationale vervoersfora.
2. De in lid 1 bedoelde samenwerkingsgebieden omvatten:
 - a) de luchtvaartsector, met name luchtvaartveiligheid, luchtvaartbeveiliging, luchtverkeersbeheer, en desbetreffende andere regelgeving met als doel bredere en wederzijds voordelige luchtvervoersbetrekkingen te bevorderen, onder meer, in voorkomend geval, op basis van wederzijdse instemming en belang samenwerking op technisch en regelgevingsvlak en verdere overeenkomsten na te streven;
 - b) de zeevervoersector; en
 - c) de spoorwegsector.

ARTIKEL 16

Ruimte

1. De partijen verbeteren de uitwisseling van standpunten en informatie over hun respectieve beleidslijnen en activiteiten met betrekking tot de ruimte.
2. De partijen streven ernaar samen te werken, in voorkomend geval, onder meer door op gezette tijden te overleggen, bij het onderzoek en vreedzaam gebruik van de kosmische ruimte, met inbegrip van de wederzijdse compatibiliteit van hun satellietnavigatiesystemen, bij aardobservatie en -monitoring, klimaatverandering, ruimtewetenschappen en -technologieën, veiligheidsaspecten van de ruimteactiviteiten en andere terreinen van wederzijds belang.

ARTIKEL 17

Samenwerking op het gebied van de industrie

1. De partijen bevorderen industriële samenwerking om het concurrentievermogen van hun ondernemingen te verbeteren. Hiertoe stimuleren zij de uitwisseling van standpunten en beste praktijken met betrekking tot hun respectieve industriebeleid op terreinen zoals innovatie, klimaatverandering, energie-efficiëntie, standaardisering, maatschappelijk verantwoord ondernemerschap, en de verbetering van het concurrentievermogen van en steun voor de internationalisering van kleine en middelgrote ondernemingen.

2. De partijen bevorderen de samenwerkingsactiviteiten die door de openbare en particuliere sectoren zijn opgezet om het concurrentievermogen en de samenwerking van hun respectieve ondernemingen te verbeteren, onder meer door een onderlinge dialoog.

ARTIKEL 18

Douane

De partijen verbeteren de samenwerking op het gebied van douane, onder meer door facilitering van de legale handel, waarbij wordt gezorgd voor een doeltreffende douanecontrole en naleving van de douanewet- en regelgeving, gebaseerd op de op 30 januari 2008 in Brussel ondertekende overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de regering van Japan betreffende samenwerking en wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken, zoals eventueel gewijzigd. Zij wisselen ook van gedachten en werken samen in de desbetreffende internationale kaders.

ARTIKEL 19

Belastingen

Met het oog op goed bestuur in belastingzaken streven de partijen naar een verbetering van de samenwerking overeenkomstig de op internationaal niveau vastgestelde belastingnormen, in het bijzonder door derde landen ertoe aan te zetten de transparantie te verhogen, te zorgen voor gegevensuitwisseling en schadelijke belastingpraktijken uit te bannen.

ARTIKEL 20

Toerisme

De partijen verbeteren de samenwerking met betrekking tot de duurzame ontwikkeling van toerisme en de versterking van het concurrentievermogen van de toeristische sectoren, die kunnen bijdragen tot de economische groei, culturele uitwisselingen en persoonlijke contacten.

ARTIKEL 21

Informatiemaatschappij

De partijen hebben gedachtewisselingen over hun respectieve beleid en regelgeving op het vlak van informatie- en communicatietechnologieën en versterken hun samenwerking inzake cruciale vraagstukken, waaronder:

- a) elektronische communicatie met inbegrip van internetgovernance en onlineveiligheid en -beveiliging;
- b) interconnectie van onderzoeksnetwerken, onder meer in een regionale context;
- c) bevordering van onderzoek en innovatie; alsmede
- d) normalisering en verspreiding van nieuwe technologieën.

ARTIKEL 22

Consumentenbeleid

De partijen bevorderen dialoog en gedachtewisselingen over beleid en wet- en regelgeving, waarbij wordt gestreefd naar een hoger niveau van consumentenbescherming en een versterking van de samenwerking op cruciale terreinen, zoals productveiligheid, handhaving van consumentenwet- en regelgeving, en consumentenvoorlichting, mondigheid en schadeloosstelling.

ARTIKEL 23

Milieu

1. De partijen bevorderen de uitwisseling van standpunten, informatie en beste praktijken, met betrekking tot milieubeleid en -regelgeving, en versterken de samenwerking op onder meer volgende terreinen:
 - a) efficiënt gebruik van grondstoffen;
 - b) biologische diversiteit;
 - c) duurzame consumptie en productie;
 - d) technologieën, goederen en diensten ter ondersteuning van milieubescherming;

- e) behoud en duurzaam beheer van bossen met inbegrip van, in voorkomend geval, de bestrijding van illegale houtkap; alsmede
- f) andere terreinen die in het kader van de desbetreffende beleidsdialoog zijn vastgesteld.

2. De partijen streven ernaar de samenwerking te verbeteren in de kaders van de desbetreffende internationale overeenkomsten en instrumenten, al naargelang van toepassing op de partijen, en in internationale fora.

ARTIKEL 24

Klimaatverandering

1. De partijen erkennen de noodzaak van een dringende, diepgaande en gestage vermindering van de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen om de wereldwijde gemiddelde temperatuurstijging te beperken tot beduidend minder dan 2 °C in vergelijking met de pre-industriële niveaus en te streven naar een beperking van de temperatuurstijging tot 1,5 °C boven de pre-industriële niveaus, en nemen het voortouw bij het bestrijden van de klimaatverandering en de schadelijke gevolgen daarvan, onder meer door binnenlandse en internationale acties om antropogene broeikasgasemissies te beperken. De partijen werken samen, in voorkomend geval, binnen het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering gedaan te New York op 9 mei 1992 om de doelstelling van dat verdrag door de uitvoering van de Klimaatovereenkomst van Parijs, gedaan te Parijs op 12 december 2015, te verwezenlijken en de multilaterale rechtskaders te versterken. Voorts streven zij ernaar de samenwerking in de desbetreffende andere internationale fora te versterken.

2. Met het oog op de bevordering van duurzame ontwikkeling streven de partijen ook naar samenwerking door het verbeteren van de informatie-uitwisselingen beste praktijken, en in voorkomend geval, het bevorderen van beleidscoördinatie met betrekking tot kwesties van gemeenschappelijk belang op het vlak van klimaatverandering, met inbegrip van de volgende vraagstukken:

- a) beperking van de klimaatverandering door verschillende maatregelen zoals onderzoek en ontwikkeling van koolstofarme technologie, marktgebaseerde mechanismen en beperking van de emissies van verontreinigende stoffen met een korte levensduur;
- b) aanpassing aan de negatieve gevolgen van de klimaatverandering; alsmede
- c) bijstand aan derde landen.

ARTIKEL 25

Stedelijk beleid

De partijen verbeteren de uitwisseling van ervaringen en beste praktijken op het vlak van stedelijk beleid, in het bijzonder om gemeenschappelijke problemen op dit terrein aan te pakken, met inbegrip van de problemen die het gevolg zijn van demografische ontwikkelingen en klimaatverandering. De partijen stimuleren ook in voorkomend geval een dergelijke uitwisseling van ervaringen en beste praktijken tussen hun lokale besturen of stadsbesturen.

ARTIKEL 26

Energie

De partijen streven ernaar de samenwerking en in voorkomend geval de nauwe coördinatie op het vlak van energie in internationale organisaties en fora te versterken, onder meer inzake energiezekerheid, de mondiale energiehandel en -investeringen, de werking van mondiale energiemarkten, energie-efficiëntie en energiegerelateerde technologieën.

ARTIKEL 27

Landbouw

1. De partijen versterken de beleidssamenwerking op het vlak van landbouw, plattelandontwikkeling en bosbeheer, met inbegrip van duurzame landbouw, voedselzekerheid, integratie van milieueisen in het landbouwbeleid, ontwikkelingsbeleid voor plattelandgebieden, promotie- en kwaliteitsbeleid voor voedingsproducten uit de landbouw, met inbegrip van geografische aanduidingen, biologische teeltwijze, internationale landbouwvooruitzichten, duurzaam bosbeheer en verbanden tussen beleidsmaatregelen op het vlak van duurzame landbouw, plattelandontwikkeling en bosbouw en beleidsmaatregelen op het vlak van milieu en klimaatverandering.

2. De partijen versterken de samenwerking op het vlak van onderzoek en innovatie met betrekking tot landbouw en bosbeheer.

ARTIKEL 28

Visserij

1. De partijen bevorderen de dialoog en versterken de samenwerking met betrekking tot het visserijbeleid overeenkomstig de voorzorgsbenadering en ecosysteemgerichte benadering met het oog op de bevordering van de instandhouding op de lange termijn, doeltreffend beheer en het duurzaam gebruik van visbestanden op basis van de beste wetenschappelijke informatie over visbestanden die beschikbaar is.
2. De partijen versterken de uitwisseling van standpunten en informatie en bevorderen internationale samenwerking om illegale, ongemelde en ongereguleerde visserij te voorkomen, tegen te gaan en te beëindigen.
3. De partijen versterken de samenwerking met de desbetreffende regionale organisaties voor visserijbeheer.

ARTIKEL 29

Maritieme aangelegenheden

Overeenkomstig het internationaal recht als weergegeven in het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee gedaan te Montego Bay op 10 december 1982 (hierna "het Zeerechtverdrag" genoemd) bevorderen de partijen de dialoog, versterken zij het wederzijds begrip inzake maritieme aangelegenheden en werken zij samen met het oog op de bevordering van:

- a) de heerschappij van het recht op dit gebied, met inbegrip van de vrijheid van scheepvaart en van overvliegen en de andere vrijheden van de volle zee, als bedoeld in artikel 87 van het Zeerechtverdrag; alsmede
- b) de instandhouding op de lange termijn, het duurzaam beheer en de betere kennis van de ecosystemen en niet-levende rijkdommen van de zeeën en oceanen overeenkomstig het toepasselijke internationale recht.

ARTIKEL 30

Werkgelegenheid en sociale zaken

1. De partijen versterken de samenwerking op het vlak van werkgelegenheid, sociale zaken en fatsoenlijk werk, waarbij het onder meer gaat om het werkgelegenheidsbeleid en de socialezekerheidsstelsels in de context van de sociale dimensie van globalisering en demografische veranderingen door de uitwisseling van standpunten en ervaring en in voorkomend geval activiteiten in het kader van samenwerking met betrekking tot kwesties van gemeenschappelijk belang.

2. De partijen streven ernaar internationaal erkende arbeids- en sociale normen te eerbiedigen, te bevorderen en te verwezenlijken en fatsoenlijk werk te bevorderen op grond van hun respectieve verbintenissen ten aanzien van de desbetreffende internationale instrumenten, zoals de op 18 juni 1998 vastgestelde Verklaring van de Internationale Arbeidsorganisatie over de fundamentele principes en rechten met betrekking tot werk en de op 10 juni 2008 vastgestelde Verklaring van de Internationale Arbeidsorganisatie over sociale gerechtigheid voor een eerlijke globalisering.

ARTIKEL 31

Gezondheid

De partijen bevorderen de uitwisseling van standpunten, informatie en ervaring op het vlak van gezondheidszorg met het oog op een doeltreffende aanpak van grensoverschrijdende problemen in de gezondheidszorg, in het bijzonder door samen te werken bij preventie en controle van overdraagbare en niet-overdraagbare ziekten, onder meer, in voorkomend geval, door het bevorderen van de uitvoering van internationale gezondheidsovereenkomsten.

ARTIKEL 32

Justitiële samenwerking

1. De partijen versterken de justitiële samenwerking in burgerlijke en handelszaken, in het bijzonder met betrekking tot de bevordering en doeltreffendheid van multilaterale overeenkomsten inzake justitiële samenwerking in civiele zaken.

2. De partijen versterken de justitiële samenwerking in strafzaken op basis van de Overeenkomst tussen de Europese Unie en Japan betreffende wederzijdse rechtshulp in strafzaken, ondertekend in Brussel op 30 november 2009 en in Tokio op 15 december 2009, zoals eventueel gewijzigd.

ARTIKEL 33

Bestrijding van corruptie en georganiseerde criminaliteit

De partijen versterken de samenwerking bij het voorkomen en bestrijden van corruptie en grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit, met inbegrip van illegale handel in vuurwapens en economische en financiële criminaliteit, onder meer door in voorkomend geval de desbetreffende internationale overeenkomsten te bevorderen.

ARTIKEL 34

Bestrijding van witwassen en financiering van terrorisme

De partijen verbeteren de samenwerking, onder meer door het uitwisselen van informatie, bij het voorkomen dat hun respectieve financiële systemen worden gebruikt voor het witwassen van de opbrengsten van delicten of voor financiering van terrorisme, waarbij rekening wordt gehouden met universeel erkende normen in kader van de desbetreffende internationale organen, zoals de Financiële-actiegroep.

ARTIKEL 35

Bestrijding van illegale drugs

De partijen verbeteren de samenwerking bij de preventie en -bestrijding van illegale drugs met het oog op:

- a) het terugdringen van het aanbod van, de handel in en de vraag naar illegale drugs;
- b) het voorkomen van het onrechtmatig gebruik van voorlopers voor de illegale productie van verdovende middelen of psychotrope stoffen;
- c) het beschermen van de volksgezondheid en het openbaar welzijn; alsmede
- d) het ontmantelen van de grensoverschrijdende criminele netwerken die betrokken zijn bij de handel in drugs, in het bijzonder om de penetratie van deze netwerken in legitieme commerciële en financiële zaken te voorkomen, onder meer door de uitwisseling van informatie en beste praktijken.

ARTIKEL 36

Samenwerking op het vlak van cybervraagstukken

1. De partijen verbeteren de uitwisseling van standpunten en informatie met betrekking tot hun respectieve beleidslijnen en activiteiten inzake cybervraagstukken en bevorderen dergelijke uitwisselingen in internationale en regionale fora.

2. De partijen verbeteren de samenwerking om de mensenrechten en de vrije informatiestroom in de cyberruimte zoveel mogelijk te bevorderen en beschermen. Met het oog hierop en uitgaande van de aanname dat het internationale recht in de cyberruimte van toepassing is, werken zij in voorkomend geval samen bij de vaststelling en ontwikkeling van internationale normen en de bevordering van vertrouwensopbouw in de cyberruimte.
3. De partijen werken in voorkomend geval samen om derde landen beter in staat te stellen hun cyberveiligheid te versterken en cybercriminaliteit te bestrijden.
4. De partijen verbeteren de samenwerking bij het voorkomen en bestrijden van cybercriminaliteit, met inbegrip van de verspreiding van illegale content via het internet.

ARTIKEL 37

Persoonsgegevens van passagiers

De partijen streven ernaar, voor zover dit strookt met hun respectieve wet- en regelgeving beschikbare instrumenten zoals persoonsgegevens van passagiers in te zetten voor het voorkomen en bestrijden van daden van terrorisme en zware criminaliteit, evenwel met inachtneming van het recht op privacy en met bescherming van persoonsgegevens.

ARTIKEL 38

Migratie

1. De partijen bevorderen de dialoog met betrekking tot de beleidslijnen op het vlak van migratie, zoals legale migratie, irreguliere immigratie, mensenhandel, asiel en grensbeheer, met inbegrip van beveiliging van visa en reisdocumenten, waarbij rekening wordt gehouden met de sociaal-economische realiteit van migratie.
2. De partijen versterken de samenwerking om irreguliere immigratie te voorkomen en aan banden te leggen, onder meer door te zorgen voor een onverwijld overname van hun onderdanen en de afgifte van passende reisdocumenten.

ARTIKEL 39

Bescherming van persoonsgegevens

De partijen verbeteren de samenwerking om een hoge mate van bescherming van persoonsgegevens te garanderen.

ARTIKEL 40

Onderwijs, jeugd en sport

1. De partijen verbeteren de uitwisseling van standpunten en informatie met betrekking tot hun beleid op het vlak van onderwijs, jeugd en sport.
2. De partijen bevorderen in voorkomend geval samenwerkingsactiviteiten op het vlak van onderwijs, jeugd en sport zoals gemeenschappelijke programma's, interpersoonlijke contacten en uitwisseling van kennis en ervaringen.

ARTIKEL 41

Cultuur

1. De partijen streven ernaar de uitwisseling tussen personen uit de culturele sector en van kunstwerken te bevorderen en in voorkomend geval gemeenschappelijke initiatieven te ontplooien op talrijke culturele terreinen, met inbegrip van audiovisuele werken zoals films.
2. De partijen stimuleren dialoog en samenwerking tussen hun respectieve maatschappelijke organisaties en instellingen in de culturele sectoren teneinde de wederzijdse kennis en het wederzijds begrip te vergroten.

3. De partijen streven naar samenwerking met betrekking tot kwesties van gemeenschappelijk belang in de desbetreffende internationale fora, in het bijzonder de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur om gemeenschappelijke doelstellingen na te streven en culturele diversiteit en de bescherming van het cultureel erfgoed te bevorderen.

ARTIKEL 42

Gemengd comité

1. Er wordt een gemengd comité ingesteld bestaande uit vertegenwoordigers van beide partijen. Het gemengd comité wordt gezamenlijk voorgezeten door de vertegenwoordigers van de partijen.

2. Het gemengd comité:

- a) coördineert het algemene partnerschap dat op deze overeenkomst is gebaseerd;
- b) verzoekt waar nodig om informatie aan comités of andere organen die bij andere overeenkomsten of regelingen tussen de partijen zijn ingesteld, en wisselt standpunten uit over kwesties van gemeenschappelijk belang;
- c) besluit tot uitbreiding van de samenwerking tot verdere terreinen die niet in deze overeenkomst zijn vermeld, op voorwaarde dat zij in overeenstemming zijn met de doelstellingen van deze overeenkomst;
- d) zorgt voor de goede werking en doeltreffende uitvoering van deze overeenkomst;

- e) streeft naar de beslechting van geschillen die zich ten aanzien van de toepassing of uitvoering van deze overeenkomst voordoen;
 - f) is een forum om de desbetreffende wijzigingen van beleidslijnen, programma's of bevoegdheden die betrekking hebben op deze overeenkomst, toe te lichten; alsmede
 - g) doet aanbevelingen en stelt in voorkomend geval besluiten vast, en faciliteert specifieke aspecten van de samenwerking op basis van deze overeenkomst.
- 3. Het gemengd comité neemt zijn besluiten met eenparigheid van stemmen.
 - 4. Het gemengd comité komt gewoonlijk eenmaal per jaar bijeen, afwisselend in Brussel en Tokio. Het komt ook bijeen op verzoek van een van beide partijen.
 - 5. Het gemengd comité stelt zijn reglement van orde vast.

ARTIKEL 43

Geschillenbeslechting

- 1. De partijen nemen elke algemene of specifieke actie die noodzakelijk is om hun verplichtingen in het kader van deze overeenkomst na te komen, gebaseerd op de beginselen van wederzijds respect, gelijkwaardig partnerschap en eerbiediging van het internationaal recht.

2. Indien een geschil ontstaat met betrekking tot de uitleg, toepassing of uitvoering van deze overeenkomst, leveren de partijen extra inspanningen om te overleggen en samen te werken om het geschil tijdig en op vriendschappelijke wijze op te lossen.
3. Indien een geschil niet kan worden opgelost overeenkomstig lid 2, kan elke partij verzoeken om het geschil voor te leggen aan het gemengd comité voor verder overleg en onderzoek.
4. De partijen zijn van oordeel dat een bijzonder ernstige en zwaarwegende schending van de verplichtingen als beschreven in artikel 2, lid 1, en artikel 5, lid 1, die respectievelijk een essentieel onderdeel vormen van de grondslag van de samenwerking in het kader van deze overeenkomst, waarvan de ernst en de aard zo uitzonderlijk is dat zij een bedreiging vormt voor de vrede en de veiligheid en internationale gevolgen heeft, kan worden aangepakt als een bijzonder dringend geval.
5. In het onwaarschijnlijke en onverwachte geval dat een bijzonder dringend geval als bedoeld in lid 4 zich voordoet op het grondgebied van een partij, houdt het gemengd comité spoedoverleg binnen een termijn van 15 dagen na het verzoek van de andere partij.

Indien het gemengd comité niet in staat is tot een wederzijds aanvaardbare oplossing te komen, komt het over deze aangelegenheid met spoed bijeen op ministerieel niveau.

6. Bij een bijzonder dringend geval waarbij geen wederzijds aanvaardbare oplossing is gevonden op ministerieel niveau, kan de partij die het in lid 5 bedoelde verzoek heeft gedaan, besluiten de bepalingen van deze overeenkomst met inachtneming van het internationaal recht op te schorten. Daarnaast nemen de partijen er nota van dat de partij die het in lid 5 bedoelde verzoek heeft gedaan, andere passende maatregelen buiten het kader van de overeenkomst kan nemen met inachtneming van het internationaal recht. De partij stelt de andere partij onmiddellijk schriftelijk in kennis van dat besluit en past het besluit toe gedurende de minimumperiode die nodig is om de kwestie op te lossen op een wijze die voor de partijen aanvaardbaar is.

7. De partijen zien nauwlettend toe op de ontwikkeling van het bijzonder dringende geval dat tot het besluit heeft geleid de bepalingen van deze overeenkomst op te schorten. De partij die een beroep doet op de opschorting van bepalingen van deze overeenkomst, trekt deze in, zodra dit gerechtvaardigd is, en in elk geval zodra het bijzonder dringende geval zich niet langer voordoet.

8. Deze overeenkomst heeft geen gevolgen voor en doet geen afbreuk aan de uitleg of toepassing van andere overeenkomsten tussen de partijen. De bepalingen inzake geschillenbeslechting van deze overeenkomst dienen met name niet ter vervanging van of doen op generlei wijze afbreuk aan de bepalingen inzake geschillenbeslechting van andere overeenkomsten tussen de partijen.

ARTIKEL 44

Diversen

Samenwerking en acties in het kader van deze overeenkomst worden uitgevoerd overeenkomstig de respectieve wet- en regelgeving van de partijen.

ARTIKEL 45

Definitie van de partijen

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder "de partijen" verstaan: de Unie of haar lidstaten, dan wel de Unie en haar lidstaten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, enerzijds, en Japan, anderzijds.

ARTIKEL 46

Bekendmaking van informatie

Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij de openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen.

ARTIKEL 47

Inwerkingtreding en toepassing in afwachting van inwerkingtreding

1. Deze overeenkomst wordt door Japan bekrachtigd, en goedgekeurd of bekrachtigd door de Unie, overeenkomstig hun respectieve toepasselijke juridische procedures. De akte van bekrachtiging door Japan en de akte die de voltooiing bevestigt van de goedkeuring en bekrachtiging door de Unie, worden uitgewisseld te Tokio. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum van de uitwisseling van de akten.

2. Niettegenstaande lid 1 kunnen de Unie en Japan de bepalingen van de artikelen 1, 2, 3 en 4, artikel 5, lid 1, de artikelen 11, 12, 13, 14, 15 (met uitzondering van lid 2, onder b)), 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 en 37, artikel 38, lid 1, de artikelen 39, 40, 41, 42 (met uitzondering van lid 2, onder c)), 43, 44, 45, 46 en 47, artikel 48, lid 3, en de artikelen 49, 50 en 51 van deze overeenkomst toepassen in afwachting van de inwerkingtreding ervan. Deze toepassing vangt aan op de eerste dag van de tweede maand na de datum waarop Japan de Unie in kennis heeft gesteld van de voltooiing van de bekrachtiging door Japan of de datum waarop de Unie Japan in kennis heeft gesteld van de voltooiing van de hiertoe noodzakelijke toepasselijke juridische procedure, indien die later valt. De kennisgevingen komen tot stand door middel van diplomatieke nota's.

3. De bepalingen van deze overeenkomst die moeten worden toegepast in afwachting van de inwerkingtreding van deze overeenkomst overeenkomstig lid 2, hebben hetzelfde rechtsgevolg alsof deze overeenkomst tussen de partijen reeds in werking was getreden.

ARTIKEL 48

Beëindiging

1. Deze overeenkomst blijft van kracht, behoudens beëindiging overeenkomstig lid 2.
2. Elk van beide partijen kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van haar voornemen deze overeenkomst te beëindigen. De beëindiging gaat in zes maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de andere partij.

3. Elk van beide partijen kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van haar voornemen de toepassing van deze overeenkomst te beëindigen in afwachting van de inwerkingtreding overeenkomstig artikel 47, lid 2. De beëindiging gaat in zes maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de andere partij.

ARTIKEL 49

Toekomstige toetredingen tot de Unie

1. De Unie stelt Japan in kennis van elk verzoek van een derde land tot toetreding tot de Unie.
2. De partijen bespreken onder meer in het kader van het gemengd comité alle gevolgen die de toetreding van het derde land tot de Unie zou kunnen hebben op deze overeenkomst.
3. De Unie stelt Japan in kennis van de ondertekening en inwerkingtreding van een verdrag betreffende de toetreding van een derde land tot de Unie.

ARTIKEL 50

Territoriaal toepassingsgebied

Deze overeenkomst is van toepassing, enerzijds, op elk grondgebied waarop het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden, en, anderzijds, op het grondgebied van Japan.

ARTIKEL 51

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is in tweevoud opgesteld in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, de Zweedse en de Japanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. Bij eventuele verschillen tussen de teksten van deze overeenkomst wordt het gemengd comité met de kwestie belast.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze overeenkomst hebben ondertekend.

Съставено в Токио на седемнадесети юли две хиляди и осемнадесета година.

Hecho en Tokio, el diecisiete de julio de dos mil dieciocho.

V Tokiu dne sedmnáctého července dva tisíce osmnáct.

Udfærdiget i Tokyo den syttende juli to tusind og atten.

Geschehen zu Tokyo am siebzehnten Juli zweitausendachtzehn.

Kahe tuhande kaheksateistkümnenda aasta juulikuu seitsmeteistkümnendal päeval Tōkyōs.

Έγινε στο Τόκιο, στις δεκαεπτά Ιουλίου δύο χιλιάδες δεκαοκτώ.

Done at Tokyo on the seventeenth day of July in the year two thousand and eighteen.

Fait à Tokyo, le dix-sept juillet deux mille dix-huit.

Sastavljeno u Tokiju sedamnaestog srpnja godine dvije tisuće osamnaeste.

Fatto a Tokyo, addì diciassette luglio duemiladiciotto.

Tokijā, divtūkstoš astoņpadsmitā gada septiņpadsmitajā jūlijā.

Priimta du tūkstančiai aštuonioliktų metų liepos septynioliktą dieną Tokijuje.

Kelt Tokióban, a kétezer-tizennyolcadik év július havának tizenhetedik napján.

Magħmul f'Tokyo fis-sbatax-il jum ta' Lulju fis-sena elfejn u tmintax.

Gedaan te Tokio, zeventien juli tweeduizend achttien.

Sporządzono w Tokio dnia siedemnastego lipca roku dwa tysiące osiemnastego.

Feito em Tóquio aos dezassete dias do mês de julho de dois mil e dezoito.

Întocmit la Tokyo la şaptesprezece iulie două mii optsprezece.

V Tokiu sedemnásteho júla dvetisícosemnást'.

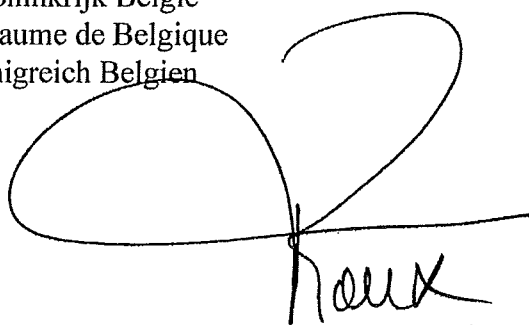
V Tokiu, sedemnajstega julija leta dva tisoč osemnajst.

Tehty Tokiossa seitsemäntenätoista päivänä heinäkuuta vuonna kaksituhattakahdeksantoista.

Som skedde i Tokyo den sjuttonde juli år tjugohundraarton.

二千十八年七月十七日に東京で、作成した。

Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien

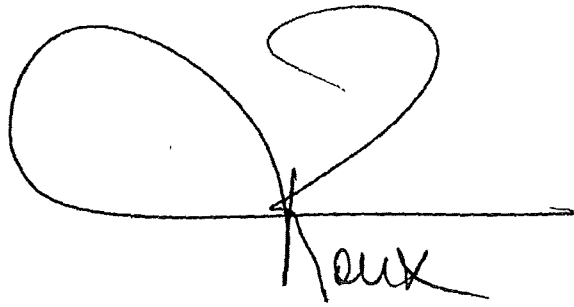
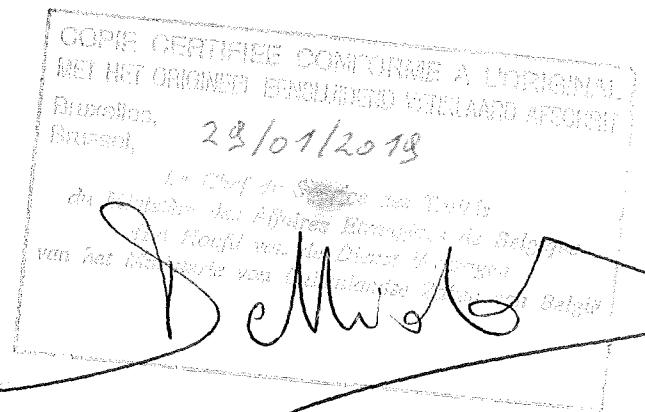
A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal line, with the word 'Roux' written below it.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

ベルギー王国のために



この署名により、フラマン語共同体、フランス語共同体、ドイツ語共同体、フランダース地域、ワロン地域及びブリュッセル首都圏地域もこの協定について責任を負う。